**PROJET D’APPUI A LA GESTION DURABLE DE LA FORET CLASSEE DE LA FOSSE AUX LIONS DANS LA REGION DES SAVANES AU TOGO**

**(GDF-FL)**

**MISSION DE VULGARISATION DES BONNES PRATIQUES D’UTILISATION DES TERRES ET L’ACCOMPAGNEMENT DES POPULATIONS DANS L’ADOPTION DE CES PRATIQUES**

***RAPPORT FINAL DE MISSION***

**Prestataire : ONG RAFIA**

*Décembre 2024*

***PARTIE A***

**DIAGNOSTIC SUR LA SITUATION FONCIÈRE DANS LA ZONE DE LA FORET CLASSEE DE LA FOSSE AUX LIONS NOTAMMENT LA DISPONIBILITÉ ET L’ACCÈS À LA TERRE**

SOMMAIRE

[***RESUME ANALYTIQUE*** vi](#_Toc170973789)

[***INTRODUCTION*** 1](#_Toc170973790)

[***CONTEXTE METHODOLOGIQUE DE L’ETUDE*** 2](#_Toc170973791)

[**Collecte de données** 2](#_Toc170973792)

[**Traitement et analyse de données** 3](#_Toc170973793)

[***CADRES POLITIQUES, JURIDIQUES ET INSTITUTIONNELS POUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES AU TOGO*** 5](#_Toc170973794)

[**Cadre politique** 5](#_Toc170973795)

[**Cadre juridique** 8](#_Toc170973796)

[***DIAGNOSTIC DE LA SITUATION FONCIERE ET DE LA RESILIENCE CLIMATIQUE*** 13](#_Toc170973797)

[**Profil géographique de la Région des Savanes** 13](#_Toc170973798)

[***Recommandations de l’étude*** xxxix](#_Toc170973799)

[***REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES*** 41](#_Toc170973800)

[***ANNEXES*** 42](#_Toc170973801)

SIGLES ET ACRONYMES

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| ADAPT | : | Projet d’Adaptation Agricole aux Changements Climatiques |
| AFD | : | Agence Française de Développement |
| AIC | : | Agriculture Intelligente Face au Climat |
| AMCC+ | : | Alliance Mondiale contre le Changement Climatique |
| ANGE | : | Agence Nationale de Gestion de l’Environnement |
| ANPC | : | Agence Nationale de la Protection Civile |
| CDN | : | Contributions Déterminées au niveau National |
| CRT | : | Croix Rouge Togolaise |
| CSIGERN | : | Cadre Stratégie d’Investissements pour la Gestion de l’Environnement et des Ressources Naturelles |
| DRERF | : | Direction Régionale de l’Environnement et des Ressources Forestières |
| EIES | : | Etude d’Impact Environnemental et Social |
| FAO | : | Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture |
| FEM | : | Fonds pour l’Environnement Mondial |
| FIDA | : | Fonds International de Développement agricole |
| GDF | : | Gestion Durable des Forêts |
| GDT | : | Gestion Durable des Terres |
| GES | : | Gaz à Effet de Serre |
| GIRE | : | Gestion Intégrée des Ressources en Eau |
| ICAT | : | Institut de Conseil et d’Appui Technique |
| INFA de Tové | : | Institut National de Formation Agricole de Tové |
| ITRA | : | Institut de Recherche Agronomique |
| MERF | : | Ministère de l’Environnement et des Ressources Forestières |
| ODD | : | Objectifs de Développement Durable |
| ODEF | : | Office de Développement et de l’Exploitation des Forêts |
| OIBT | : | Organisation Internationale des Bois Tropicaux |
| ONG | : | Organisation Non Gouvernementale |
| PALCC | : | Programme d’Appui à la Lutte contre le Changement Climatique |
| PNE | : | Politique Nationale de l’Environnement |
| PNIASSAN | : | Programme National d’Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle |
| PNR | : | Programme National de Reboisement |
| PFT | : | Politique Forestière du Togo |
| PND | : | Plan National de Développement |
| REDD+ | : | Réduction des Emissions dues à la Déforestation et à la Dégradation |

***RESUME ANALYTIQUE***

Le secteur forestier au Togo contribue significativement à la création de la richesse nationale, à travers les valeurs ajoutées générées par les différentes branches du secteur notamment le bois énergie, le bois d’œuvre, les produits forestiers non ligneux, l’écotourisme, la sylviculture et la foresterie. La contribution des services forestiers et ses produits non marchands en valeur ajoutée est passée de 59,17 milliards de F CFA (6,66%) en 1990 à 144,02 milliards de F CFA (13,81%) en 2000 et à 321,20 milliards de F CFA en (18,32%) en 2015 *(Programme National de Reboisement du Togo 2017 – 2030)*. 80 % de la population togolaise dépend des ressources forestières pour les moyens de subsistance et les bénéfices liés, sur le plan environnemental et socioéconomique *(Politique Forestière du Togo, novembre 2011)*.

Malgré les efforts pour maintenir ces atouts, les forêts ne cessent de subir de pressions croissantes en raison des différents besoins des communautés notamment la recherche de terres agricoles et les pratiques inappropriées de collecte et de prélèvement des produits forestiers ligneux et non ligneux.

Pour faire face à ces fléaux, le Togo a adopté en 2022, la feuille de route Gouvernementale 2025 issue de la révision du Plan national de Développement PND (2018-2022). Le projet 35 de l’ambition 10 prévoit une réponse aux risques climatiques majeurs à travers les aménagements ciblés, la lutte contre les changements climatiques et la désertification, un objectif fixé afin de porter à terme, le taux de couverture forestière à 25% à l’horizon 2025. Ces ambitions qui portent aussi sur la formulation et la mise en œuvre de la politique forestière axée sur les enjeux sont relatifs à une exploitation durable de la diversité biologique, à la lutte contre les changements climatiques, à la participation au bien-être social, à la gestion durable des ressources en bois, à l’amélioration de la contribution de la forêt à l’économie nationale et à la mobilisation des ressources pour un développement du secteur forestier en phase avec les priorités nationales.

Dans le but de réaliser cette ambition, l’Office de Développement et d’Exploitation des Forêts (ODEF) à initier un « *projet d’appui à la gestion durable de la forêt classée de la Fosse aux Lions dans la région des Savanes au Togo* ». Ce projet a obtenu le financement de sa phase 1 de l’Organisation Internationale de Bois Tropicaux (OIBT) et vise à contribuer à la gestion durable de la forêt classée de la fosse aux lions en vue d’améliorer les conditions et le cadre de vie des populations des préfectures de Tône et de Tandjouaré.

Pour améliorer la disponibilité de données et outils pour la prise de décision afin de contribuer à la gestion durable des forêts, le projet prend en compte le cas particulier de la forêt classée de la fosse aux lions dans la région des savanes, illustrée par la perte de son potentiel forestier liée aux actions anthropiques notamment les occupations frauduleuses, le bornage illicite, l’existence de champs, les habitations et équipements sociaux au sein du domaine.

A cet effet, la vulgarisation des bonnes pratiques d’utilisation des terres et l’accompagnement des populations dans l’adoption de ces pratiques s’avère une solution préconisée pour l’amélioration de la gestion durable de la forêt classée de la fosse aux lions dans la région des savanes.

La présente étude intitulée « **diagnostic sur la situation foncière dans la zone de la forêt classée de la fosse aux lions notamment la disponibilité et l’accès à la terre** » s’inscrit parfaitement dans la mise en œuvre de ce projet. L’objectif étant de faire un diagnostic sur la situation foncière et d’identifier les problèmes liés à la nécessité de la pratique de l’agriculture extensive notamment l’agriculture itinérante sur brulis et le pâturage anarchiques dans la zone de la forêt classée de la fosse aux lions.

La méthodologie adoptée pour la conduite de l’étude est classique et basée sur la collecte des données existantes à travers la revue documentaire et les données primaires à travers la consultation des populations cibles dans les zones d’intervention du projet au moyen d’entretien sous forme de focus group, des acteurs en lien avec la thématique au moyen d’entretiens individuels, et des observations de terrain. Essentiellement qualitatives, les données collectées ont été traitées, analysées et traduites en résultats sous formes de statistiques, de témoignages, etc.

Ainsi, un bilan de toute la documentation existante (politiques, stratégies, plans, programmes, textes, études, articles…) en lien avec la forêt classée de la fosse aux lions et la résilience climatique dans la zone a été fait. De ce bilan il ressort que le Togo, à travers les politiques, programmes, stratégies, plans, et projets axés sur la foresterie, l’agriculture, l’énergie, etc., s’est résolument engagé à contribuer à l’effort mondial de lutte contre les changements climatiques par la mise en œuvre de plusieurs actions de réduction des émissions de GES et de renforcement des capacités de résilience de la vulnérabilité des communautés et des écosystèmes.

De la cartographie des acteurs, il ressort qu’une une multitude d’acteurs à différents niveaux à savoir les administrations centrales et déconcentrées des ministères sectorielles (environnement, ressources forestières, agricultures, élevage et développement rural, énergie, ressource en eau, etc.), les organisations non gouvernementales nationales sont intervenues dans la zone de la forêt classée dans l’optique de renforcer la résilience des populations riveraines. Plusieurs stratégies sont utilisées notamment des interventions directes avec l’implication et la participation des bénéficiaires, la collaboration, la synergie, la responsabilisation et l’autonomisation des communautés.

Les outils utilisés par les acteurs sont classiques à savoir l’organisation des consultations, concertations, des sensibilisations, des réunions de planification, des formations, etc. à travers des réunions, des ateliers, des émissions radiophoniques, sketch etc.

De la disponibilité des terres et l’accès des communautés à la terre, il ressort que certaines superficies du site ont été aménagées en ZAAP et mis à la disposition des communautés riveraines pour les cultures rizicoles, maraîchères et vivrières. L’on peut constater sur le site des lots boisés résultant de l’initiative des communautés riveraines ou de la direction des ressources forestières. Le manque de terres cultivables suivi de la pression démographique et la recherche de ressources supplémentaires pour subvenir aux besoins amènent les populations riveraines à occuper les terres se situant dans la zone de la forêt classée soit pour les activités agricoles, soit pour construire un habitat ou pour la vente de terrain. Cette situation est souvent source de conflit entre les communautés, certains se proclamant propriétaires terriens. Malgré la requalification des limites de la forêt classée, pour céder un peu d’espace aux communautés pour leurs activités agricoles, la forêt classée de la fosse aux lions continue de subir la pression et est envahi par les communautés riveraines en majorité pour les activités agricoles. Par ailleurs, les effets liés aux changements climatiques ont un impact élevé sur la dégradation de la forêt et sont essentiellement le faux départ des pluies, la sécheresse et le stress hydrique, les vents violents, la hausse des températures, les précipitations extrêmes, la fin précoce des pluies ; les inondations et le raccourcissement de la saison des pluies, l’utilisation abusive des pesticides et des engrais chimiques. Les unités d’expositions sont les cultures, les animaux, les espèces végétales pérennes et fruitières, la réserve d’eau du sol, et les habitats.

Concernant l’impact et la vulnérabilité des changements climatiques sur les pratiques agricoles on note l’approvisionnement en eau insuffisante pour les cultures, la faible production, la perturbation des activités champêtres, l’allongement du temps consacré aux activités champêtres, le flétrissement des plants, l’infestation avec tendance à la polyphagie des bioagresseurs comme la chenille légionnaire sur le maïs, la fumagine sur le sorgho, le mil, la verse des cultures, le ravinement provoquant la diminution de l’espace cultivable, le lessivage du sol, les inondations, l’utilisation abusive des pesticides et des engrais chimiques contribuant à la dégradation de l’écosystème et de la biodiversité. Pour l’élevage on note le manque d’eau pour l’abreuvage, de fourrage et les épizooties. Concernant l’énergie les impacts portent sur la diminution, la raréfaction des ressources énergétiques (bois de chauffe, charbon de bois). Pour la foresterie, les impacts portent sur la dégradation de la couverture forestière et de la couverture végétale pérenne et l’improductivité des plantes fruitières. S’agissant des ressources en eau, les impacts portent sur l’épuisement des eaux de surface et souterraines. Sur les établissements humains, les impacts concernent la raréfaction des matériaux de construction (paille, gousse de néré, etc.), d’eau pour la consommation, la destruction des toitures des maison, l’augmentation de la prévalence des maladies ; etc.

Concernant les pratiques, savoirs et des mécanismes endogènes existant de résilience des communautés face aux changements climatiques et de gestion durable des terres, cela varie selon les secteurs :

Dans le domaine de de l’agriculture, les producteurs optent pour les cultures de contre-saison pour améliorer leur rendement, et diversifient leurs activités agricoles en y associant l’élevage, la cueillette et le commerce. Pour la conservation et la fertilité des sols, les producteurs adoptent des pratiques telles que l’association et la rotation des cultures, la réalisation des par feux pour la lutte contre des feux de brousses incontrôlés, la mise en place des bandes végétalisées, bandes enherbées en cloison. Ils font également usage du compost, de l’engrais chimique et des pesticides.

Dans le secteur de l’élevage les acteurs tentent de diversifier leur activité en faisant le commerce. Aussi font-ils recours aux soins vétérinaires et à l’usage des produits tout venant du marché et des décoctions d’espèces de plantes locales soigner les animaux.

Dans le secteur de la foresterie, pour faire face aux effets néfastes des changements climatiques, les communautés font l’élagage de certaines branches des arbres. Aussi ont-ils recours à l’utilisation des produits phytosanitaires pour la protection des arbres fruitiers, aux méthodes mécaniques telles que la scarification, etc. Dans le secteur de l’énergie, pour faire face à la rareté des ressources énergétiques, les communautés ont recours à l’usage des résidus issues de l’élagage, aux résidus de récolte (tiges de sorgho, les rafles de maïs, les tiges de coton, etc.,), des déjections animales (bovins) à des fins énergétiques.

A la lumière des résultats parvenus au terme de la présente étude des recommandations suivantes peuvent être formulées dans les différents secteurs couverts par le projet pour guider la gestion durable des terres : (i) Agriculture : dans le secteur de l’agriculture, plusieurs approches sont disponibles. Entre autres : Promouvoir la modernisation de l’agriculture au moyen de la mécanisation à travers la mise à disposition des moyens et méthodes appropriés pour la réalisation rapide des activités de labour en vue d’échapper aux poches de sécheresse et décalage des saisons, renforcer la promotion de l’agriculture de contre saison par la mise en place d’ouvrages de mobilisations des eaux et la mise à disposition d’intrants adaptés, promouvoir l’agriculture intelligente face au climat (AIC) en définissant des mesures nécessaires pour transformer et réorienter les systèmes agricoles notamment la fourniture de l’information climatique en langue accessible aux agriculteurs en temps réels, la promotion de l’agroforesterie, etc., dans le but de soutenir efficacement le développement de l'agriculture et d'assurer la sécurité alimentaire face au changement climatique, promouvoir la gestion durable des terres (GDT) qui est une approche intégrée de gestion du sol avec de nombreuses pratiques (défense et restauration des sols/conservation des eaux et du sol, gestion intégrée de la fertilité du sol, assolement et rotation culturales, etc.) pouvant en même temps aboutir à une adaptation au changement climatique et à une atténuation de ses effets. (ii) Foresterie: promouvoir la gestion durable des forêts (GDF) et de la foresterie communautaire dotant les services techniques et les populations locales des moyens et matériels adéquats pour la production du matériel végétal, sa mise en terres et la surveillance nécessaires en vue d’accroitre les revenus des populations pour l’adaptation aux effets néfastes du changement et la séquestration du carbone pour l’atténuation des effets, la surveillance des feux de brousses et l’occupation anarchique du site de la forêt classée. (iii) Elevage : promouvoir la modernisation de l’élevage à travers la création des infrastructures et mise en place de services adéquats de gestion des soins vétérinaires, introduire de nouvelles espèces animales à haute productivité, intensifier l’appui-conseil aux méthodes modernes d’élevage, aménagement des aires de pâturages et des sources d’abreuvages, etc. (iv) ressources en eau : renforcer l’accès et l’approvisionnement en eau à travers la construction des ouvrages de mobilisation d’eau souterraine et de surface (château d’eau, forage, construction des retenues d’eau), réparation des ouvrages défectueux, etc. (v) : établissement humain : promouvoir l’accès à un habitat décent et résilient aux changements climatiques à travers la sensibilisation, formation, appui conseil sur la prise en compte des risques climatique dans la construction des maisons surtout le respect des limites de la forêt classée de la fosse aux lions, la dotation d’infrastructure sanitaire, d’écoles, de latrines, de routes, etc. (vi) Conflits communautaires : mise en place des comités de gestion des conflits liés à l’occupation du site de la forêt classée surtout la ZAAP, renforcer les capacités de ce comité pour le rendre efficace.

***INTRODUCTION***

La forêt classée de la fosse aux lions, classée par arrêté N°489/EF du 30 mai 1954 et qui fait partie intégrante des 83 aires protégées, était jadis une réserve de faune et de flore par excellence. Suite aux troubles sociopolitiques qu’a connues le Togo dans les années 1990, cette forêt classée comme la plupart des aires protégées, a été envahie et dévastée par les populations riveraines contestant ainsi la gestion non participative et unilatérale menée par l’administration forestière depuis l’époque coloniale. Ceci a occasionné pendant des décennies des changements remarquables notamment la dégradation des ressources forestières, de la biodiversité, l’exploitation anarchique et l’accentuation de la paupérisation des populations riveraines. La dégradation des écosystèmes de la forêt classée de la fosse aux lions d’une superficie de 1650 ha au classement constitue une menace importante à la diversité biologique et à la vie des communautés riveraines qui en dépendent fortement. Malgré leur importance socioéconomique et écologique, ces écosystèmes ont été pendant longtemps mal gérés et si rien n’est fait la dégradation de cette forêt pourrait être irréversible.

Ce constat a amené l’Office de Développement et d’Exploitation des Forêts (ODEF) à initier un « *projet d’appui à la gestion durable de la forêt classée de la Fosse aux Lions dans la région des Savanes au Togo* ». Ce projet a obtenu le financement de sa phase 1 de l’Organisation Internationale de Bois Tropicaux (OIBT) et vise à contribuer à la gestion durable de la forêt classée de la fosse aux lions en vue d’améliorer les conditions et le cadre de vie des populations des préfectures de Tône et de Tandjouaré.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, l’ONG RAFIA a été recruté pour réaliser la mission relative à la vulgarisation des bonnes pratiques d’utilisation des terres et à l’accompagnement des populations dans l’adoption de ces pratiques. L’objectif poursuivi de l’étude est de vulgariser les bonnes pratiques d’utilisation des terres et d’accompagner les populations à les adopter. De façon spécifiques elle vise à :

* Faire un diagnostic sur la situation foncière dans la zone notamment la disponibilité et l’accès à la terre ;
* Identifier les problèmes liés à la nécessité de la pratique de l’agriculture extensive notamment l’agriculture itinérante sur brulis et le pâturage anarchiques ;
* Former les populations riveraines de la forêt classée sur les thèmes pertinents relatifs aux bonnes pratiques de l’agriculture durable ;
* Accompagner les populations à adopter les bonnes pratiques d’utilisation des terres.

Le présent rapport porte sur le diagnostic sur la situation foncière dans la zone de la forêt classée de la fosse aux lions, notamment la disponibilité et l’accès à la terre et l’identification des problèmes liés à la nécessité de la pratique de l’agriculture extensive notamment l’agriculture itinérante sur brulis et le pâturage anarchiques.

Il est structuré en cinq parties : (i) le contexte méthodologique de l’étude, (ii) les cadres politique, juridique et institutionnel sur les changements climatiques et la gestion durable des terres, (iii) les engagements nationaux en matière de changements climatiques, (iv) le diagnostic de la situation foncière et la résilience climatique établissant le profil par secteur d’activités ainsi que les causes et les conséquences puis les stratégies d’adaptation et atténuation aux changements climatique dans les localités environnantes de la forêt classée de la fosse aux lions, (v) les recommandations de l’étude.

***CONTEXTE METHODOLOGIQUE DE L’ETUDE***

**Collecte de données**

**Recherche documentaire**

La recherche documentaire a permis de collecter des informations de planification politique et stratégique sectorielle pour le développement du pays et de faire un état des lieux initial des connaissances scientifiques disponibles sur la problématique des changements climatiques et la situation foncière au Togo et particulièrement dans les Régions des Savanes. Les documents pertinents ayant servi de supports pour cette analyse sont entre autres :

* les documents de planification, de stratégie et de développement locales (le Plan de Développement Communal (PDC) de Tône 1, la monographie de la région des Savanes ; le Plan régional de contingence - Savanes) ;
* les documents juridiques en lien avec les changements climatiques sur le plan national ;
* les documents de planification stratégique préparés par le Togo (PANA, Stratégie nationale de lutte contre le changement climatique du Togo, stratégie nationale REDD+, etc.) ;
* les publications scientifiques, les Objectifs de Développement Durable (ODD) et les études sectorielles notamment celles relatives à la définition des enjeux environnementaux et à des orientations stratégiques pour la lutte contre les changements climatiques ; etc.

L’analyse de ces documents a consisté à faire la synthèse des données disponibles et des informations pertinentes actualisées nécessaires à l’évaluation des efforts du pays pour la lutte contre les effets et impacts néfastes des changements climatiques et la situation foncière dans la zone de la forêt classée de la fosse aux lions. Cette étape de la mission a été menée aussi bien auprès des institutions et structures techniques déconcentrés habilités qu’auprès des ONG et sur internet. Cette recherche documentaire a aussi favorisé l’établissement d’un répertoire des sources d’informations et de données des cadres politiques, juridiques et institutionnels sur le changement climatique et la gestion durable des terres qui existent au niveau national, régional et local, des stratégies et plans d’action existants en la matière.

**Approche spécifique du diagnostic de la situation foncière et résilience climatique des communautés à la base**

Dans le cadre de cette étude diagnostique, une consultation des parties prenantes a été effectuée à l’aide d’un guide d’entretien auprès des communautés à la base dans les localités environnantes de la forêt classée de la fosse aux lions. L’objectif général de cet exercice était de recueillir des informations permettant (i) d’identifier le profil des acteurs, (ii) évaluer la disponibilité et l’accès des populations riveraines de la fosse aux lions à la terre, (iii) de déterminer l’exposition des communautés à la base au changement climatique et aux facteurs non climatiques, (ii) d’évaluer les causes et conséquences du changement climatique sur les différents maillons des communautés (Sensibilité), (iv) d’identifier les stratégies d'adaptation des acteurs à la base et (v) de définir les priorités en termes d’adaptation des communautés à la base.

**Consultation des populations locales bénéficiaires**

L’objectif visé à travers ces consultations est de collecter des informations endogènes auprès des différents groupes cibles (agriculteurs, éleveurs, groupe de femmes, de jeunes) des localités riveraines de la forêt classée de la fosse aux lions sur la situation foncière notamment la disponibilité et l’accès à la terre, d'identifier les contraintes au niveau de chaque secteur, ainsi que les faiblesses et potentialités de ces secteurs dans le contexte de changement climatique. Les informations ont été collectées au moyen d’un guide d’entretien élaborée à cet effet. La liste des acteurs rencontrés est présentée en annexe. En dehors des représentants des différents services techniques du secteur rencontrés, 9 localités (Dapaong, Badoré, Napiembougou, Nassiète, Koukouare, Tambango, Panabagou, Kpegdoune, Sousourri et Kankangbane) ont été couvert par les séances de consultation et de collecte d’informations.

Ces consultations ont consisté en des entretiens en focus groupe avec les acteurs concernés à savoir les agriculteurs, les éleveurs, les groupes de femmes, les groupes de jeunes selon une approche participative et inclusive. Ces échanges ont porté sur la gestion de la forêt classée de la fosse aux lions, la disponibilité des terres et leur accès à ces terres, les différentes cultures pratiquées, les contraintes, leur connaissance sur les changements climatiques, l’impact réel des risques climatiques sur leurs activités, les biens et services exposés aux risques climatiques, les pratiques d’adaptation endogènes et l’efficacité de ces pratiques, les conflits générés par les risques climatiques, le rôle présumé des changements climatiques dans la radicalisation et l'enrôlement des jeunes/minorités ethniques dans des groupes terroristes ou activités illicites, leur besoins pour être plus résilients aux changements climatiques.

**Traitement et analyse de données**

L’analyse des données de l’enquête sur la situation foncière dans la zone d’étude, l’exposition et la sensibilité ont été effectuées à l’aide du tableur Excel. Les données liées à la situation socio-économique des communautés et à leur perception vis-à-vis des changements climatiques ont été confrontées aux données climatiques observées recueillies grâce aux stations météorologiques synoptiques de la zone et à la revue documentaire récente.

**Sensibilité, impact potentiel des changements climatiques sur les communautés riveraines de la fosse aux lions**

La sensibilité et les impacts des changements climatiques sur les communautés riveraines ont été évalués à l’aide du questionnaire administré sur des questions relatives à l’impact des chocs climatiques notamment les modes d’existence, les répercussions sur leurs activités agricoles, les services écosystémiques et les moyens d’existence, leur perception des causes et conséquences des changements climatiques

**Stratégies d’adaptation**

Il s’agit d’évaluer comment les communautés se sont adaptés ou s’adaptent aux variabilités et aux extrêmes climatiques passés et actuels. Autrement dit, quelles sont les moyens techniques et les ressources à l’intérieur de chaque secteur qui permettront de lutter contre les impacts des changements climatiques. Les stratégies d’adaptation mises en œuvre par les communautés à travers l’enquête portent sur des indicateurs économiques et écologiques prédéfinis. Ces stratégies d’adaptation développées par les populations ont été identifiées et listées associées.

**Consultation des acteurs institutionnels**

Les acteurs institutionnels au niveau régional et préfectoral (ICAT, Agriculture, environnement et ressource forestières, Action sociale, Hydraulique villageoise, CEET, DRERF, ODEF) ainsi que les ONG. Les activités, projet et programmes menées en lien avec les changements climatiques ainsi que les plateformes ou les boites à outils mise en place. L’analyse de ces informations a permis de cartographier les acteurs qui interviennent dans la zone du projet et donc les actions menées en matière de résilience de la population.

***CADRES POLITIQUES, JURIDIQUES ET INSTITUTIONNELS POUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES AU TOGO***

Cette partie aborde les cadres politiques, juridique et institutionnel relatifs à la gestion durable des terres et aux changements climatiques au Togo.

**Cadre politique**

**Cadres politiques et stratégiques sectoriels**

Les principaux documents stratégiques sectoriels clés en lien avec la gestion durable des terres et les changements climatiques sont entre autres :

* **Politique nationale de l’environnement**

La Politique Nationale de l’Environnement (PNE), adoptée par le gouvernement le 23 décembre 1998, met à la disposition des différents acteurs nationaux et internationaux du développement, un cadre d’orientation globale pour promouvoir une gestion rationnelle de l’environnement dans une optique de développement durable dans tous les secteurs d’activités. Elle encourage le développement des actions et comportements qui favorisent l’amélioration du climat et la réduction des gaz à effet de serre pour la mise en œuvre de la CCNUCC.

* **Politique agricole**

La vision portée par la politique agricole est de réaliser : « une agriculture moderne, durable et à haute valeur ajoutée au service de la sécurité alimentaire nationale et régionale, d'une économie forte, inclusive, compétitive et génératrice d'emplois décents et stables à l’horizon 2030 ».

Le troisième axe stratégique de la politique agricole vise à améliorer la fourniture de services au secteur agricole et la durabilité du capital naturel à travers la diffusion de meilleures techniques. Le Togo est confronté à de nombreux défis environnementaux liés à une gestion peu durable des ressources naturelles et exacerbés par les conséquences à venir du changement climatique. De nouvelles pratiques de production agricoles, de nouvelles variétés et races améliorées doivent être identifiées par la recherche agronomique pour être ensuite diffusées à grande échelle. A cet effet, la politique agricole envisage mettre en œuvre des programmes d’intensification de la production combinant intensification classique (recours aux intrants modernes) et pratiques agroécologiques, en lien avec l’agriculture intelligente face au climat (AIC) et renforcer la prévention ou d’atténuation des effets du changement climatique imposant que 20% de terres (720 000 ha) soient réservées à la reforestation.

* **Politique énergétique**

L’objectif général poursuivi par le Gouvernement, à travers l’élaboration de la politique énergétique nationale (POLEN) en octobre 2011, est de satisfaire les besoins en énergie des ménages et des entreprises. Plus spécifiquement, il s’agira de gérer de façon efficace l’énergie en réduisant les pertes et les gaspillages, de mettre en place un cadre institutionnel et juridique favorable au développement du secteur, de mettre en œuvre un plan de développement des sources alternatives prometteuses pour la production de l’énergie, tenant compte de la dimension environnementale et de promouvoir l’implication des opérateurs privés.

* **Politique forestière**

La vision portée par la politique forestière du Togo, adoptée par décret n°2023- 050/PR du 09 juin 2023 portant approbation du document de politique forestière du Togo 2021-2030 vise : « A l’horizon 2030, la couverture forestière du Togo est de 26% et toutes les parties prenantes s’organisent et œuvrent ensemble pour la protection, la conservation et la valorisation des ressources forestières pour un développement durable ». L’objectif global de la politique forestière est de garantir la gestion durable des ressources forestières en vue de contribuer au maintien de la stabilité environnementale et au développement socio-économique du Togo.

La Politique forestière du Togo (PFT) repose sur les quatre (04) axes stratégiques ci-après : (i) amélioration de la gouvernance du secteur forestier ; (ii) développement d’un partenariat efficace autour de la gestion des forêts, y compris la recherche forestière ; (iii) promotion d’une production forestière soutenue ; (iv) restauration des peuplements dégradés et conservation de la biodiversité.

Les actions proposées sont en corrélation avec l’augmentation des capacités nationales de séquestration du carbone et le renforcement de la résilience des écosystèmes forestiers avec son impact en termes d’adaptation.

* **Politique nationale de développement à la base**

Elaborée en 2012, la politique nationale de développement à la base a pour objectif général de contribuer à la réduction de la pauvreté à travers l’amélioration de l’accès des communautés et des organisations à la base au « minimum vital commun ». De façon spécifique, elle vise à accroître les revenus des populations à la base et à réduire les déséquilibres régionaux.

A travers certains de ses axes stratégiques tels que (i) promouvoir le développement communautaire intégré (ii) promouvoir l’intégration des femmes, (iii) promouvoir l’insertion socio-économique des jeunes, la politique de développement à la base contribue directement au renforcement des capacités des groupes vulnérables pour s’adapter aux effets néfastes des changements climatiques.

* **Programme d’Appui à la lutte contre le Changement Climatique (PALCC)**

Il vise à renforcer la résilience des populations grâce à la gestion durable, la restauration et la préservation des sols et de la couverture forestière par la mise en place des zones de gestion durable des forêts et des terres à travers le reboisement et/ou la gestion durable de 600 ha de forêts étatiques (soit 100 ha à réaliser par an) et la mise en place et la gestion durable de forêts communautaires et privés.

* **Programme de définition des cibles de neutralité en matière de dégradation des terres (NDT)**

Face à la gravité de la situation de la dégradation des terres, il devient urgent de prendre des dispositions adéquates afin d’inverser la tendance et atteindre la neutralité en matière de dégradation des terres à l’horizon 2030. Pour le Togo et dans le cadre du programme NDT, la cible principale est de « restaurer d’ici 2030, au moins 80% des terres dégradées (soit 187 920 ha) et limiter à 2% (soit 108 802 ha) la dégradation des terres non encore dégradées en vue de renforcer la préservation des écosystèmes terrestres par rapport à la situation référence (2010) ». Pour atteindre cette cible principale, deux cibles spécifiques sont identifiées : (i) accroitre de 3% (soit 43 557 ha) la superficie des forêts du Togo ; (ii)n réduire aux 1/3 (soit 73 260 ha) les terres présentant une tendance négative en matière de productivité nette. Toutes ces ambitions exprimées par le Togo à travers ces cibles nationales visent à termes à éviter la dégradation de nouvelles terres et réduire les facteurs de risques dans les terres non dégradées, améliorer la productivité nette des terres de manière à soutenir les fonctions et services écosystémiques en vue de renforcer la résilience des populations rurales qui tirent leurs moyens de subsistance de l’agriculture.

* **Programme national d’investissement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNIASAN**) : **Plan d’investissement 2016-2025**

Le PNIASAN souligne qu’en comparant les valeurs de la vulnérabilité climatique de la période 1991-2000 et celle de 2006-2015, il apparait que la vulnérabilité climatique de la population rurale avait beaucoup diminué de 18% entre les deux périodes (de 0.243 à 0.200). Les variabilités climatiques ont occasionné, des situations de sécheresse dans certaines régions et d’inondation dans d’autres. A cet effet le programme qui vise une agriculture moderne, durable et qui répond à l’insécurité alimentaire nationale et régionale est articulé sur les axes suivants : (i) organisation de l’espace rural et des filières agricoles (ii) amélioration de la productivité, de la production et de la transformation des produits agricoles (iii) amélioration de résilience et de l’alimentation des populations et (iv) l’amélioration de la coordination du secteur

* **Programme national de reboisement (PNR, 2017-2030)**

L’objectif stratégique du PNR est de contribuer à l’extension de la couverture forestière à 30% du territoire d’ici à l’horizon 2050 et à l’augmentation de la productivité des forêts existantes. Le PNR court jusqu’en 2030, réoriente tous les grands programmes d’afforestation et de restauration forestière en cours ou à venir, dans une première phase de 5 ans (2017-2021). Les phases suivantes (2022-2026 et 2027-2030) seront conçues en tenant compte des résultats de l’évaluation ex-post de la phase 1 et de ses acquis.

* **Stratégie nationale de Réduction des Émissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des forêts (REDD+ 2020-2029)**

Elle vise l’augmentation du taux de couverture forestière de 30 % à l’horizon 2050 et la réduction des facteurs directs et les facteurs indirects d’aggravation de la vulnérabilité du pays en matière de dégradation des ressources forestières et répondre aux enjeux/défis politiques et techniques sur la dégradation des terres au niveau national, régional et local pour la lutte efficace contre les conséquences des aléas des changements climatiques en vue d’améliorer les capacités de résilience des populations locales.

* **Cadre Stratégique d’Investissements pour la Gestion de l’Environnement et des Ressources Naturelles (CSIGERN) 2018-2022**

Le Cadre stratégique d’investissement pour la gestion de l’environnement et des ressources naturelles du Togo (CSIGERN), élaboré en 2018, repose sur la mise en œuvre d’instruments visant à inciter les acteurs publics et privés à joindre les efforts pour valoriser les potentialités environnementales, économiques et sociales du Togo. L’axe stratégique 3 concerne la lutte contre les changements climatiques et gestion intégrée du milieu marin et du littoral. L’objectif de cet axe stratégique est de réduire les risques de catastrophes, la vulnérabilité des populations et des écosystèmes aux effets néfastes des changements climatiques et de développer des actions d’atténuation dans les secteurs clés du développement.

* **Plan national d’adaptation aux changements climatiques (PNACC) de 2016**

Le Plan national d’adaptation aux changements climatiques (PNACC) vise qu’à l’horizon 2030, le développement socioéconomique du Togo est durablement assuré et la résilience des populations vulnérables renforcée, grâce à la mise en œuvre des mesures d’adaptation aux changements climatiques. Cette vision prend en compte les enjeux et défis majeurs tels que : (i) la sécurité alimentaire et nutritionnelle ; (ii) la réduction de la pauvreté et des inégalités sociales ; (iii) la santé publique et le cadre de vie ; et (iv) la protection des moyens de subsistance des couches vulnérables. L’objectif global du PNACC est de contribuer à une croissance inclusive et durable au Togo à travers la réduction des vulnérabilités, le renforcement des capacités d’adaptation et l’accroissement de la résilience face aux changements climatiques

* **Plan de lutte contre la sècheresse du Togo, 2018 ;**

Dans le souci d’améliorer et de renforcer son niveau de préparation et de planification face à la sécheresse, le Togo s’est doté d’un plan de lutte contre la sécheresse dont les objectifs sont les suivants : mettre en place des systèmes de surveillance de la sécheresse et d'alerte précoce ; évaluer la vulnérabilité et les risques liés à la sécheresse ; mettre en œuvre des mesures pour limiter les impacts de la sécheresse et mieux répondre à la sécheresse. La sécheresse étant un aléa climatique, ce plan contribue au renforcement de la résilience.

* **Stratégie nationale de mise en œuvre de la convention-cadre des nations unies sur les changements climatiques, (2011),**

La stratégie nationale de mise en œuvre de la CCNUCC, élaborée en 2005 et mise à jour en 2011, envisage la gestion rationnelle des ressources énergétiques, la gestion durable des ressources naturelles dans le secteur du changement d’affectation des terres et de la foresterie, l’amélioration du système de production agricole et animale, l’amélioration de la gestion des déchets ménagers et industriels, l’amélioration de la communication et de l’éducation pour un changement de comportement. Cette stratégie vise à mobiliser les différentes catégories d’acteurs autour des stratégies de développement prenant en compte les questions de changements climatiques. Elle a identifié les mesures à prendre pour réduire au maximum les incertitudes liées aussi bien aux données d’activités qu’aux facteurs d’émission des gaz à effet de serre.

**Cadre juridique**

**Cadre juridique international**

En matière d’engagements internationaux relatifs à l’environnement et aux changements climatiques, le Togo a ratifié les trois conventions de la génération de Rio. Il s’agit de : (i) la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ratifiée le 08 mars 1995 ; (ii) la Convention sur la diversité biologique (CDB), ratifiée le14 septembre 1995 ; et (iii) la Convention sur la lutte contre la désertification (CCD), ratifiée le 15 septembre 1995 (MERF, 2021).

Hormis la ratification des conventions de Rio, le Togo a ratifié une série d’accords relatifs à l’environnement et aux changements climatiques dont l’Accord de Paris sur le climat. Entre autres, on peut citer (i) la Convention de Vienne pour la protection de la couche d’ozone et le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d’ozone (19 déc. 1989), (ii) la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et leur élimination (2 juillet 2004), (iii) la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (22 mai 2001), (iv) la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l’objet d’un commerce international (26 sept. 2003), (v) le Protocole de Kyoto à la CCNUCC (02 juillet 2004), (vi) le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques (16 janv. 2004) , (vi) Convention de Bonn sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (9 nov.1995), (vii) Convention relative aux Zones Humides d’importance internationale particulièrement comme habitats des oiseaux d’eau (4 nov. 1995), (viii) Convention Africaine sur la Conservation de la Nature et des Ressources Naturelles (20 Nov. 1979) et (ix) l’Accord de Paris sur le climat (30 mai 2017).

**Cadre juridique national**

Il s’agit des textes législatifs et réglementaires pris pour établir, ou renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de l’environnement et de l’adaptation aux changements climatiques. La gestion de l’environnement au Togo y compris la problématique des changements climatiques est régie par un arsenal juridique au sommet duquel se trouve la Constitution du 14 octobre 1992 qui consacre, en son article 41, le droit des citoyens à un environnement sain et confie à l’Etat le soin de veiller à la protection de l’environnement. Les deux principaux textes adoptés en lien avec les changements climatiques sont la loi N°2008-05 du 30 mai 2008 portant loi-cadre sur l’environnement et la loi N°2008-009 du 19 juin 2008 portant code forestier. D’autres textes existent également et sont de façon générale en lien avec la gestion de l’environnement. Il s’agit de :

* ***Loi n°2008-005 du 30 mai 2008 portant Loi-cadre sur l’environnement***

La Loi-Cadre sur l’Environnement de 2008 constitue le texte de base en matière de gestion et de protection environnementale au Togo. Elle vise à préserver et gérer durablement l’environnement ; garantir, à tous les citoyens, un cadre de vie écologiquement sain et équilibré ; créer les conditions d’une gestion rationnelle et durable des ressources naturelles pour les générations présentes et futures ; établir les principes fondamentaux destinés à gérer, à préserver l’environnement contre toutes les formes de dégradation afin de valoriser les ressources naturelles, de lutter contre toutes sortes de pollutions et nuisances ; améliorer durablement les conditions de vie des populations dans le respect de l’équilibre avec le milieu ambiant. Elle consacre une section entière aux changements climatiques. En effet, la section 14 intitulée : « Des changements climatiques et de la lutte contre la désertification » prévoit des dispositions précises sur les changements climatiques en ses articles 134 et 135. La loi énonce les principes directeurs sur lesquels doit reposer la gestion de l’environnement et des ressources naturelles.

* ***Loi n° 2008-09 du 19 juin 2008 portant code forestier***

Le code forestier a pour but de définir et d’harmoniser les règles de gestion des ressources forestières aux fins d'un équilibre des écosystèmes et de la pérennité du patrimoine forestier. Les ressources forestières participent aussi bien à l’atténuation qu’à l’adaptation des changements climatiques.

* ***Loi n° 2016-002 du 4 janvier 2016 portant loi-cadre sur l’aménagement du territoire***

L’article 23 de la loi-cadre sur l’aménagement du territoire dispose que « L’Etat veille au respect strict de la législation nationale et des conventions internationales relatives à la protection de l'environnement et à la lutte contre les changements climatiques dans la mise en œuvre de la politique de I' aménagement du territoire ». La mise en œuvre de l’ensemble des dispositions spécifiques et transversale de ladite loi contribue à renforcer la résilience climatique des populations locales.

* ***LOI N° 2022-011 du 04 juillet 2022 portant modification de la loi n° 2007-011 du 13 mars 2007 relative à la décentralisation et aux libertés locales modifiée par la loi n° 2018-003 du 31 janvier 2018, la loi n° 2019- 006 du 26 juin 2019 et la loi n° 2021-020 du 11 octobre 2021***

Dans cette loi, parmi les compétences dévolues aux communes, figurent le développement local et aménagement du territoire, l’énergie et l’hydraulique, la gestion des ressources naturelles et la protection de 'environnement, la santé, la population, l’action sociale et la protection civile. La mise en œuvre de ces compétences permet d’améliorer les capacités d’adaptation et d’atténuation des changements climatiques

* ***La loi n° 96 - 007 /PR du 3 juillet 1996 relative à la protection des végétaux***

La loi n° 96 - 007 /PR du 3 juillet 1996 relative à la protection des végétaux a pour objet entre autres la protection sanitaire des végétaux et produits végétaux par la prévention et la lutte contre les organismes nuisibles tant au niveau de leur introduction qu'à celui de leur propagation sur le territoire national ; le développement, la diffusion et la vulgarisation des techniques de la protection phytosanitaire raisonnée pour l'amélioration des produits végétaux ; la mise en œuvre de la politique nationale à l'égard des produits phytopharmaceutiques et notamment le contrôle de leur homologation, distribution et utilisation…

Les végétaux participent aussi bien à l’atténuation (séquestration des GES) qu’à l’adaptation (amélioration des moyens de subsistance) des changements climatiques.

En plus des lois susmentionnées, des projets de lois relatives aux changements climatiques ont été adoptées par le gouvernement sont en attente d’être votées par l’Assemblée nationale. Il s’agit notamment entre autres de la loi sur les changements climatiques, de la loi sur les aires protégées, etc. Certaines lois telles que le code forestier et la loi-cadre sur l’environnement ont fait l’objet de relecture et adoptées par le gouvernement et sont également en attente de vote de l’Assemblée nationale.

**Dispositifs institutionnels**

Au Togo, conformément à l’article 41 de la constitution, le Gouvernement a pris des dispositions pour promouvoir un développement durable et a mis en place un cadre institutionnel de gestion de l’environnement qui intègre les changements climatiques.

*4.2.2.1.1.* ***Ministère de l’environnement et des ressources forestières (MERF)***

Ce ministère, créé en 1987 par le décret N° 87-24/PR du 12 mars 1987, est l’institution principale qui veille à la gestion des ressources forestières et de l’environnement. Son organisation et ses attributions ont été redéfinies par l’arrêté N°001-2013/MERF du 20 Aôut 2013 conformément aux dispositions de l’article 2 du décret N°2012-006/PR du 07 mars 2012 portant organisation des départements ministériels. Il a pour missions : (i) de mettre en œuvre la politique de l’État en matière de gestion de l’environnement et des ressources forestières, (ii) d’élaborer des règles relatives à la sauvegarde et la protection de l’environnement, la prévention contre les pollutions et nuisances et la prévention des risques et catastrophes naturelles, (iii) de contrôler l’exécution des dispositions nationales et internationales qui réglementent la gestion de l’environnement et des ressources forestières, (iv) de contrôler l’intégration des préoccupations environnementales dans les différentes politiques sectorielles et stratégies nationales de développement. Il est, à cet effet, responsable au premier plan de la définition des stratégies de mise en œuvre des différentes conventions sur l’environnement auxquelles le Togo est Partie, dont celle relative aux Changements Climatiques.

Sur le plan organisationnel, il comporte plusieurs institutions dont la Direction de l’environnement, chargée entre autres, de la mise en œuvre des accords multilatéraux sur l’environnement dont le Togo fait partie et de susciter son adhésion à d’autres instruments internationaux relatifs à la gestion de l’environnement. A ce titre, la Direction de l’environnement est l’agence nationale de mise en œuvre de la CCNUCC et le point focal PNA. Outre la direction de l’environnement, l’Agence Nationale de Gestion de l’Environnement (ANGE) assure un service de qualité en matière d’évaluation et d’information environnementale au bénéficie du développement durable. Commission nationale du développement durable

L’Office de Développement et d’Exploitation des Forêts (ODEF), est une institution de l’Etat, et créé en 1971 avec pour mission, la gestion des plantations de l’Etat. Placé sous la tutelle du MERF, l’ODEF, dès sa création, s’est fixé comme objectifs : la gestion, l’équipement et la mise en valeur du domaine forestier national. L’exploitation, la transformation et la commercialisation des produits forestiers et enfin, la promotion et la valorisation de matériaux bois.

Créée par la loi N°2008-005 du 30 mai 2008 portant loi-cadre sur l’environnement et mise en place par décret N°2011-016/PR du 12 janvier 2011, la Commission nationale du développement durable (CNDD) est l’organe de concertation chargé de suivre l’intégration de la dimension environnementale dans les politiques et stratégies de développement. Elle veille au respect et à la mise en œuvre des conventions internationales relatives à l’environnement ratifiées par le Togo et de la stratégie nationale du développement durable. Elle est représentée au niveau national et local et est composée des représentants des institutions publiques et privées, des collectivités territoriales, des ONG et autres personnes morales.

*4.2.2.1.2****. Comité national sur les changements climatiques***

Le Comité national sur les changements climatiques (CNCC) a été mis en place le 28 avril 2005 par arrêté N°011/MERF. Ce comité est le cadre d’information, de concertation et de suivi de la mise en œuvre de la politique nationale sur les changements climatiques, de la CCNUCC et de tous les instruments connexes y compris le Protocole de Kyoto. A ce titre, il : (i) émet des avis et fait des recommandations sur la définition et la mise en œuvre de la politique nationale sur les changements climatiques ; (ii) suit la mise en œuvre de la CCNUCC et de tous les instruments connexes ; (iii) suit l’exécution des programmes et projets en matière de changement climatique ; et (iv) fait des recommandations et participe, dans la mesure du possible, aux activités de sensibilisation, d’information et d’éducation du public sur les changements climatiques. Le comité est composé des représentants des institutions publiques, privées et de la société civile.

**Autres parties prenantes**

Outre ces institutions principales, la gestion de l’environnement et des changements climatiques implique d’autres institutions. Il s’agit :

Des Institutions de la République, notamment la Présidence de la République, la Primature et l’Assemblée nationale ; les ministères de coordination sectoriels, notamment ceux chargés : de l’économie et des finances ; de la planification du développement ; de l’agriculture, de l’élevage et du développement rural ; de la sécurité et de la protection civile ; du développement à la base des transports ; de l’enseignement supérieur et de la recherche ; de l’industrie ; de l’artisanat ; de l’action sociale ; de l’économie maritime et de la protection côtière ; des mines et de l’énergie ; de l’urbanisme et de l’habitat ; de la santé, etc. ;Des Institutions de recherche et d’appui conseils, telles que l’Institut Togolais de Recherche Agronomique (ITRA), l’Institut de Conseil et d’Appui Technique (ICAT), l’Institut National de Formation Agricole (INFA) de Tové, les Instituts de Formation en Alternance pour le Développement (IFAD) ; etc. ;Des Universités, centres et instituts de recherches implantés au Togo notamment l’Université de Lomé, l’Université de Kara, l’Ecole Africaine des Métiers d’Architecture et de l’Urbanisme (EAMAU) ; West African Science Service Center on Climate Change and Adapted Land Use (WASCAL), Centre de Recherche sur les Changements Climatiques (CRCC) etc ;Des Organisations de la Société Civile (OSC) et les Organisations Non Gouvernementales (ONG) regroupées en faîtières nationales telles que la Faîtière nationale des réseaux régionaux (FNRR), la Fédération des ONG du Togo (FONGTO) et l’Union des ONG du Togo (UONGTO). Il existe également des regroupements d’ONG spécialisés dans le domaine de changements climatiques, notamment le Réseau des organisations de la société civile sur les changements climatiques et énergie au Togo (ROCCET), la branche togolaise de l’alliance panafricaine pour la justice climatique (PACJA Togo), la plateforme continentale de l’adaptation basée sur les écosystèmes pour la sécurité alimentaire en Afrique / Ecosystem Based Adaptation for Food Security Assembly in Africa (EBAFOSA) branche togolaise ; le Réseau national de l’agroécologie au Togo (RENAAT).

Des Partenaires Techniques et Financiers (PTF), notamment : la Banque mondiale, la Banque Africaine de Développement (BAD), le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA), la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), l’Agence Française de Développement (AFD), l’Union Européenne (UE), le Fonds des Nations Unies pour l’Alimentation et l’Agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), la Banque Islamique de Développement (BID), la coopération Internationale allemande (GIZ), la coopération Chinoise, l’Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), l’Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA), et la Communauté Economique pour le Développement de l’Afrique de l’Ouest (CEDAO) ; les organismes de coopération technique tels que le Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS).

***DIAGNOSTIC DE LA SITUATION FONCIERE ET DE LA RESILIENCE CLIMATIQUE***

La zone d’étude (forêt classée de la fosse aux lions) est située dans la région des Savanes au Nord Togo et précisément dans les préfectures de Tône et Tandjouaré.

**Profil géographique de la Région des Savanes**

La région des Savanes est située dans la partie extrême nord du Togo entre 0° et 1° de longitude Est et entre 10° et 11° de latitude Nord. Elle couvre une superficie de 8 470 km2 soit 14,9% du territoire togolais avec une population estimée à 1.143.520 habitants en 2022 (RGPH-5, 2022). Elle fait frontière avec le Burkina Faso au Nord, le Bénin à l’Est, le Ghana à l’Ouest et la région de la Kara au Sud (MPDC, 2021).

La région des Savanes est subdivisée administrativement en préfectures, communes, cantons et villages. On dénombre au total 07 Préfectures à savoir la préfecture de l’Oti, Oti-sud, Tandjouaré, Kpendjal, Kpendjal-Ouest, Tône et Cinkassé.

Le site de la forêt classée de la fosse aux lions se situe dans l’intersection entre la préfecture de Tône et Tandjouaré.

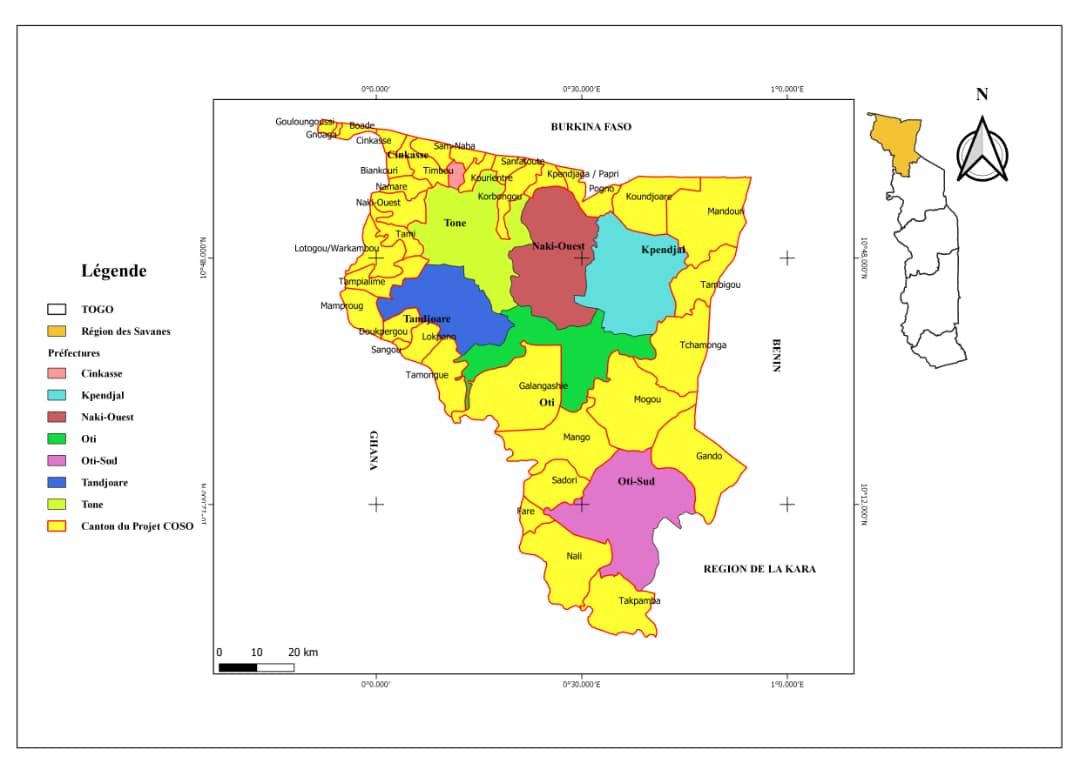


Figure 1: Carte de la région des Savanes

**Profil climatique**

La région des savanes jouit d’un climat de type tropical soudanien. Elle dispose de deux stations synoptiques à savoir celle de Dapaong et celle de Mango. Le total pluviométrique varie de 1098,7 à 1247,3 mm avec une diminution du Sud vers le Nord (pluies de mousson atlantique venant du Sud-Ouest). Mais les variations sont très importantes d’une année à une autre quant au total enregistré et à la répartition inter mensuelle. En effet, la saison sèche est toujours très marquée (4 à 5 mois sans pluies) et les pluies sont concentrées sur un nombre réduit de journées (érosion et ruissellement importants) avec des maximas enregistrés en Juillet, Août et Septembre.

Les températures sont élevées avec de faibles amplitudes annuelles. La température moyenne mensuelle passe par deux maximas : 39,5°C et 38,4°C en Mars et Avril et un minima : 19,7°C en janvier en considérant la station de Dapaong. La température moyenne annuelle pour la station de Dapaong est de 28,9°C.

La figure présente le diagramme ombrothermique des stations de Mango et de Dapaong pour l’année 2023

Figure 2 : Diagramme ombrothermique de la station de Dapaong pour l’année 2023

**Profil socioéconomique**

La région des Savanes est l’une des régions les plus vulnérables du Togo. Plus de 50 % de ses habitants vivent dans des conditions de pauvreté extrême. L’incidence de pauvreté y est élevée (94,1%), ce qui fait d’elle la région qui compte le plus de pauvres en termes de proportion. (MPDC, 2021)

**Profil de l’agriculture de l’élevage et de la production halieutique**

* La production agricole

Elle constitue la principale activité de la région : 96% des emplois et 90% des revenus. 30 000 exploitations familiales s’étendent sur 110 000 ha cultivés annuellement. L’occupation du sol est particulièrement élevée au Nord (plus de 80%). Les cultures constituent l’activité majeure et fournissent l’essentiel du revenu. Les céréales (mais, mil et sorgho) fournissent la base de l’alimentation, complétés par le haricot et l’igname au Sud tandis que l’arachide et le coton constituent des cultures de rente. (MPDC, 2021).

* Elevage

Région à caractéristique d’élevage, sa production animale constituée principalement de petits ruminants, de volailles, de porcins et de bovins reste au stade traditionnel. L’élevage du bétail surtout du bovin, considéré comme un investissement de prestige connaît un développement lent du fait des endémies et du manque de pâturage. L’élevage aviaire (difficile à évaluer) et les petits ruminants contribuent en partie aux revenus des éleveurs. Elle se place assez largement en tête des cinq régions économiques pour la production animale. On considère que 40% des bovins, 30% des ovins et caprins et 15% des porcins du Togo se trouvent dans la région des Savanes pour une superficie avoisinant 15% du territoire national. La région possède certains atouts pour la réussite de la production animale, il s’agit de :

- paysans traditionnellement propriétaires de boeufs ;

- présence de Peulhs gardiens de troupeaux et ;

- zones relativement importantes de faible densité humaine où les troupeaux peuvent séjourner en saison sèche.

* Production halieutique

La pêche dans la région des Savanes a pratiquement disparu et est défavorisée à cause du tarissement de de la plupart des cours d’eau en saison sèche. Les étangs naturels et les quelques barrages existants ne sont pas convenablement exploités. De spéculations maigres par rapport aux autres activités économiques agricoles compte tenu de son inexploitation permanente, la pêche traditionnelle continentale dans les Savanes est pratiquée dans l’Oti, le Koumongou, dans les barrages et parfois dans les étangs naturels. Il est très difficile de quantifier cette production régionale car le débarquement n’est pas organisé. (MPDC, 2021)

**Profil des ressources forestières**

Les terres forestières représentent 485 668 36 ha soit 57,34% de la superficie totale de la région. Elles sont très dégradées car fortement anthropisées pour des besoins de pâturage, de bois-énergie, de PFNL, de chasse, … L’essentiel des reliques de terres forestières relativement bien conservées correspond aux réseaux de bosquets sacrés, de forêts communautaires et dans une moindre mesure les zones requalifiées du réseau des huit (08) aires protégées de la région des Savanes. De façon générale, les terres forestières de la région sont à dominance *Vitellaria paradoxa, Anogeissus leiocarpa, Acacia polyacantha, Acacia gourmaensis, Entada abyssinica, Entada africana, Parkia biglobosa, Balanites aegyptiaca, Lannea microcarpa, Detarium microcarpa, Vitex doniana, Terminalia laxiflora, Tamarindus indica, Terminalia macroptera* et *Mitragyna inermis.*

Les fortes pressions exercées par les populations sur les ressources environnementales ont conduit à leurs dégradations poussées : diminution du couvert végétal, dégradation des sols, perte de la diversité biologique, changements climatiques, pollutions diverses.

Actuellement, plus de 90 % des combustibles ligneux, (bois de chauffe et charbon de bois) viennent des préfectures de Kpendjal et de l’Oti. Toute la forêt classée de la Fosse aux lions est occupée par les champs et le pâturage.

Le Parc Oti-Kéran se trouve dans la région septentrionale du Togo, entre 9°55’ et 10°20’ de latitude Nord et 0°25’ et 1°00’ de longitude Est. Il est situé pour 1/3 de sa surface dans la Région de la Kara (Préfecture de la Kéran) et pour 2/3 dans la Région des Savanes (Préfecture de l’Oti). Les extrémités Ouest et Est du parc se situent à quelques kilomètres des frontières ghanéenne et béninoise.

Signalons que le 2 février 2008, le bassin versant Oti-Mandouri a été inscrit sur la liste des Sites RAMSAR en tant que la 1 721ème zone humide du monde alors que le Parc National de l’Oti-Kéran l’avait été depuis 1995.

En 2011, le complexe Oti-Kéran/Oti-Mandouri a été reconnu par l’UNESCO comme réserve de la biosphère.

La vente du bois et du charbon de bois constitue l’une des principales sources de revenus pour les populations de la région. Mais l’inorganisation de ce marché de bois et de charbon de bois entraîne non seulement des pertes considérables de ces ressources, mais également des conflits entre les différents acteurs de ce secteur d’activité.

La commercialisation des fruits est assurée par les particuliers dans la région ou exportée vers Lomé. Les fruits sont largement consommés en région mais ils sont saisonniers. En période d’abondance le surplus pourrit faute de moyens de conservation et de transformation

**Profil Energétique**

L’énergie électrique est produite dans la région des Savanes à partir de deux centrales thermiques et des groupes électrogènes. Comme dans les autres villes de l’intérieur du pays, la CEET assure à Dapaong, Mango, Cinkassé, Tandjouaré la production d’énergie électrique à partir de ces centrales thermiques

Le réseau de distribution est constitué de lignes moyennes et basses tensions et des postes de distribution. Les lignes moyennes tensions ont une longueur totale de 386 km et celles basse tension, 360 Km. Hormis les chefs-lieux de préfecture, 67 villages sont électrifiés dans la Région des Savanes.

Les énergies renouvelables constituent des solutions d’avenir aux sources d’énergie traditionnelles, surtout le bois énergie, pour réduire la pression sur les forêts et minimiser les effets destructifs issus de l’abattage massif et anarchique des arbres sur l’environnement.

Parmi ces énergies renouvelables on peut citer : l’énergie solaire, la géothermie, l’énergie éolienne, l’énergie hydraulique, la biomasse. La seule énergie renouvelable moderne utilisée dans la région est l’énergie solaire qui alimente certaines concessions (dans une très faible mesure), les forages et certains lampadaires publics.

**Profil des Ressources en eau**

La région des Savanes compte cinq villes à savoir : Dapaong, Mango, Tandjoare, Mandouri et Cinkassé. Seules deux villes sont alimentées en eau selon le système conventionnel de la Togolaise des Eaux (TdE). La ville de Dapaong est alimentée à partir du barrage de Dalwak, mais le réseau d’adduction d’eau courante ne couvre pas tous les quartiers. La ville de Mango est desservie grâce à un système de captage d’eau sur la rivière Oti.

En milieu semi-urbain le taux d’approvisionnement en eau potable des populations semi- urbaines est limité en 2013 à 14% dans les savanes, avec des disparités au niveau des préfectures.

**Vulnérabilité à la gestion durable des terres et aux changements climatiques**

**Analyse FFOM des différents secteurs dans la région des Savanes**

L’analyse prospective des différents secteurs dans la zone cible de l’étude montre l’existence des forces, faiblesses, opportunités et menaces.

| **Forces** | **Faiblesses** | **Menaces** | **Opportunités** |
| --- | --- | --- | --- |
| **Secteur de l’agriculture** | | | |
| * Existence d’une structure d’appui conseil (ICAT) * Développement du conseil agricole numérique (E.extension) * Existence des mesures et des mécanismes de facilitation de l’accès à des financements adaptés au secteur agricole * Installation des unités de transformation. * Population régionale assez jeune constituant une main d’œuvre potentielle à l’agriculture | * Infertilités de la plupart des sols de la région des Savanes * Pertes post récoltes relativement élevées. * Faible professionnalisation des organisations de producteurs * Faible adoption des technologies diffusées par les producteurs et autres acteurs agricoles * Accès difficile à la terre pour les couches vulnérables (insécurité foncière) notamment les femmes et les jeunes * Destruction des champs par le cheptel transhumant, pertes en vie humaine et massacre de cheptel en représailles * Faible maîtrise de l’eau pour les activités agricoles | * Aléas climatiques (poches de sécheresse, inondations, etc.) * Apparition de nouveaux ravageurs comme la chenille légionnaire d’automne * Crises sanitaires, * Débordement de la crise du sahel, * Exode rurale | * Mise en place des structures spécialisées pour accompagner le développement du secteur agricole * Création en cours du centre régional de mécanisation agricole, * Existence d’un schéma directeur de l’agriculture irriguée * Installation des centres de formation agricole en faveur des jeunes |
| **Secteur des Ressources en Eau** | | | |
| * Dynamique de mise en œuvre de la décentralisation responsabilisant les communes dans la gestion de l’eau (participation et subsidiarité) * Accord de haut niveau sur la réserve de biosphère transfrontalière * Document de politiques et d’orientation du secteur disponible * Stabilité du département depuis quelques années * Avancée très significative de la mise en œuvre des réformes du secteur l’eau potable en milieu urbain et semi urbain * Taux déserte nationale en progression de 16% | * Faibles taux d’accès à l’eau potable et à l’assainissement de base des populations du bassin * Dispositifs de gestion et de maintenance préventive des ouvrages inopérants * Débit solide perturbé * Faible connaissance des ressources en eau (quantité, qualité, disponibilité, usages, demandes, etc.) * Faible valorisation des ressources en eau pour l’agriculture et la consommation * Qualité de l’eau variable dans l’espace et pollutions multiformes croissantes des eaux de surface et souterraines * Méconnaissance des textes juridiques du secteur de l’eau * Suivi et contrôle insuffisants * Existence de conflits entre les usagers (entre éleveurs transhumants et agriculteurs locaux * Ressources financières insuffisantes face aux besoins d’investissement | * Changement climatique Pression démographique * Appropriation et mise en œuvre lente du corpus réglementaire et des stratégies * Développement de l’approvisionnement en eau potable, l’hygiène et l’assainissement très tributaire de l’aide internationale | * Développement économique * Ressources humaines * Création et opérationnalisation des commune * Corpus législatif et réglementaire existant pour le secteur de l’eau potable * Elaboration de politiques et de stratégies nationales en conformité avec les Objectifs de Développement Durable * Reprise d’une coopération forte des institutions internationales (UE, UEMOA, BOAD, AFD, etc.) actives dans le secteur eau, hygiène, assainissement * Existence d’un tissu associatif dans la plupart des domaines d’utilisation de l’eau représentant un grand nombre d’opérateurs qualifiés, d’ONG de l’environnement comme relais pour l’animation de proximité et pour accompagner les projets |
| **Secteur de l’environnement et de la foresterie** | | | |
| * Existence d’instruments juridiques (constitution, loi-cadre sur l’environnement et code forestier, loi sur la décentralisation, etc.) et orientations politiques en vigueur favorables au développement du couvert végétal et à l’amélioration de la contribution du secteur forestier à l’économie régionale au niveau des acteurs ; * Comité de développement durable dans les préfectures et dans les communes ; * Communalisation effective avec une commission chargée des questions environnementales et climatiques ; * Service déconcentré en charge des ressources forestières ; * Présence des ONG et OCB œuvrant activement pour la protection de l’environnement, et l’adaptation aux changements climatiques ; * Existence de manuel de procédure de foresterie communautaire proposant un mécanisme facilitant l’accès à la terre à des fins de reboisement ; * Inventaire des paysages dégradés à restaurer ; * Existence d’organisation féminine de défense des droits des femmes et de promotion du genre ; * Bonne connaissance sur les pratiques de gestion durable des terres et conservation des eaux et sols (maitrise des techniques sylvicoles, bonnes pratiques de mise en défends) ; * Pratique courante de l’agroforesterie ; * Grande diversité des produits forestiers non ligneux ; * Forte disponibilité des plantes alimentaires mineures (fruits et feuilles des ligneux spontanés) ; * Regain d’intérêt pour la protection et la valorisation des bosquets sacrés ; * Bonne adoption de la foresterie urbaine. | * Faible vulgarisation des textes forestiers existants au niveau des organisations professionnelles de base que sont les planteurs et exploitants forestiers ; * Faible application de certains textes existants ; * Expansion des terres agricoles due à la croissance démographique ; * Insuffisance du personnel des services déconcentrés en charge des ressources forestières ; * Absence de partenariat formel entre les services déconcentrés en charge des ressources naturelles et sur les questions d’aménagements cohérents ; * Faible capacité technique des ONGs et OCB ; * Forte dépendance des populations vis-à-vis des ressources naturelles ; * Faible capitalisation durable des acquis des investissements antérieurs ; * Forte demande foncière pour des usages multiples par une population croissante ; * Insécurité foncière et occupation des réserves publiques ; * Raréfaction/disparition des plantes médicinales ; * Envahissement des aires protégées ; * Forte concurrence et faible synergie entre acteurs de même sensibilité ; * Usage abusif des pesticides. | * Conflits de leadership et gouvernance déficiente au niveau des OCB, OSC et structures/acteurs ; * Effets récurrents des changements climatiques annihilant les efforts de restauration des paysages forestiers dégradés ; * Effet asséchant de l’harmattan occasionnant des feux de végétations chaque année ; * Dégradation continue des terres (Erosion des sols, Perte de fertilité des terres agricoles) ; * Transhumance, feux de végétation, inondations, forte sécheresse ; * Fortes pressions sur les ressources naturelles (Déforestation, braconnage, cueillette et ramassage des semences, etc.) ; * Recrudescence de la transhumance et forts risques de conflits entre éleveurs et agriculteurs ; * Importants flux de migration juvénile vers les pays voisins ; * Financements insuffisants et/ou capacités d’autofinancement, co-financement et de mobilisation de financements faibles * Prolifération des intrants chimiques non homologués | * Forte incitation collective à la sauvegarde de l’environnement par la plantation des arbres ; * Forte population active, particulièrement les femmes et les jeunes ; * Existence de centres de formation professionnelle et universités promouvant le renforcement de capacités des acteurs régionaux ; * Existence de plusieurs acteurs de développement (ONG, OSC, OCB, collectivités territoriales) ; * Disponibilité des bonnes pratiques en expérimentation; * Promotion du genre au niveau international et national ; * Soutien des activités d'afforestation et des questions climats par les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) ; * Disponibilité des PTF à financer des activités en faveur de l’adaptation au changement climatique (FAO, UE, PNUD, UEMOA, FEM, PNUE, UICN, BOAD, FCPF, BM, GIZ, CILSS, Autorité du Bassin de la Volta, UNCCD, GCF etc.). |
| **Secteur de l’énergie** | | | |
| * Existence d’un cadre institutionnel (sans doute perfectible) pour le développement énergétique et environnemental ; * -Existence d’un potentiel (non négligeable) en énergies renouvelables (hydroélectricité) et en énergies nouvelles et renouvelables (solaire, éolien, biogaz) non encore exploité ; * -Existence d’un réseau national d’électricité interconnecté et connecté au réseau sous régional * -Existence de cadres légaux et règlementaires à travers le code de l’électricité Bénino-Togolais, les codes forestiers et de l’environnement ; les conventions internationales ratifiées ; * -Existence d’une expertise nationale dans les domaines énergie et environnement ; et * -Existence d’une longue pratique des échanges transfrontaliers d’énergie, notamment d’électricité. pour le développement durable ; * -Existence des entreprises de production de foyers améliorés | -Forte dépendance énergétique vis-à-vis de la biomasse-énergie dans un contexte de rareté de la ressource ligneuse  -Forte dépendance vis-à-vis des importations d’énergie (électricité et hydrocarbures) et faible emprise sur les politiques économiques et énergétiques des pays d’approvisionnement (Ghana)  -Faible capacité financière pour couvrir les besoins d’investissement et forte dépendance au financement international ;  -Faible exploitation des potentiels de financement du secteur privé local, national et international (notamment des institutions bancaires et de micro finance)  Faible rendement des technologies de consommation (faible rendement des foyers améliorés)  -Absence de certification des foyers améliorés  -Inexistence de textes réglementaires sur les norme de foyers améliorés  Niveau généralisé de pauvreté et faible pouvoir d’achat des populations pour l’accès à l’électricité et aux combustibles modernes | -Changements climatiques (baisse de niveau de barrage hydroélectrique, etc.)  -Inflation | * Existence de sources alternatives pour l’énergie de cuisson * Introduction par voie de concurrence internationale par le gouvernement de concession aux producteurs privés pour la fourniture de l’énergie * Projet de valorisation des sites micro-hydroélectriques inventoriés sur les principaux fleuves |

**Risque climatiques actuels**

*8.1.9.2.1. Exposition*

A l’instar de l’ensemble du territoire national, toutes les localités de la région des Savanes sont exposées aux risques climatiques. Cependant selon les récits des communautés consultées, la nature ou la typologie de ces risques varie en fonction des localités (figure 3).

*Figure 4 : Exposition des localités au risques climatiques*

Selon la figure 3, toutes les localités consultées ont avoué être exposées aux faux départs des pluies ou aux décalages des saisons et aux poches de sécheresses ou stress hydrique qui surviennent au cours des campagnes de culture, 80% au vents violents, 75% aux fortes températures et aux précipitations extrêmes, 60% à la fin précoce des pluies.

En vue de déterminer l’ampleur des risques climatiques, chaque aléa a été pondéré sur une échelle de cotation décrite dans la partie méthodologique. Selon l’échelle de cotation qui a été prédéfinie, le score le plus élevé pouvant être attribué à un risque est 9 (figure 4).

*Figure 5: Ampleur des risques climatiques dans la région des Savanes*

On peut donc retenir par ordre de score, les principaux risques climatiques auxquels sont exposés les communautés riveraines du site de la forêt classée de la fosse aux lions :

1) faux départ des pluies ou décalage des saisons et poches de sécheresse ou stress hydrique

2) fin précoce des pluies, vents violents, précipitations extrêmes et hausse des températures

3) Baisse de la pluviométrie, raccourcissement des saisons,4) début tardif des pluies et inondations

5) fin tardive des pluies, orage, brouillard

6) Eboulement

Les unités d’expositions selon les différents secteurs sont les cultures pour le secteur de l’agriculture, les animaux pour le secteur de l’élevage, les espèces végétales pérennes et fruitières pour le secteur de la foresterie et de l’énergie, la réserve d’eau du sol, des eaux de surface et des eaux souterraines pour le secteur des ressources en eau, les habitats pour le secteur des établissements humains

**Perception des communautés à la base des causes et conséquences des changements climatiques**

Les communautés pensent que les changements climatiques en général sont à la base de la dégradation de l’environnement et de leur cadre de vie et constituent un handicap important à la réussite de leurs activités et leur épanouissement. Ils sont aussi conscients que certaines de leurs pratiques contribuent à cette dégradation.

1. Causes et conséquences dans le secteur Agriculture

* Causes

Les agriculteurs sont conscients qu’ils ont une part de responsabilité dans l’avènement des changements climatiques. Ils attribuent comme une des causes actuelles du changement climatique au non-respect des traditions ancestrales qui préservaient la nature et à des pratiques non appropriées en l’occurrence l’utilisation des herbicides qui contribuent à la dégradation et à certaines contraintes abiotiques que subissent les cultures (dessèchement, absence de fructification).

- Conséquences

Dans les localités ciblées par l’étude, les agriculteurs sont beaucoup perturbés par les conséquences des risques climatiques tels que le faux départ des pluies couplé à la survenance de la sécheresse lors du début de la saison des pluies, ce qui engendre parfois l’inhibition de la germination des semences, les obligeant à procéder au resemis lorsque la sécheresse est trop prolongée. En outre, la reprise tardive des pluies pose un problème de bouclage du cycle des cultures lorsque le semis est effectué en ce moment. Ainsi ce phénomène perturbe les activités de labour des agriculteurs, en ce sens que à l’arrivée des premières pluies tous les agriculteurs cherchent à faire le labour pour gagner du temps espérant que lorsque la sécheresse intervient elle ne serait pas longue. Le labour se faisant souvent avec le dispositif d’attelage couplé aux bœufs de trait, et tous les agriculteurs n’ayant pas ce dispositif, les moins nantis sont souvent lésés, car ils doivent attendre que les nantis, finissent leurs activités afin de solliciter pour les leurs et pendant ce temps la sécheresse intervient et ils sont finalement obligés de faire le labour à la reprise tardive des pluies et un semis tardif, avec pour conséquence que la fin de la saison des pluies intervienne quand leurs cultures ont encore besoin d’eau et n’ont pas encore boucler leur végétatif. En outre couplé à la survenance répétitive des séquences de sécheresse, les rendements des cultures sont impactés négativement comme pour emprunter les termes d’un agriculteur qui disait que « la fin précoce des pluies fait que le riz donne les épillets vides ».

Par ailleurs, le manque crucial d’eau pendant la saison sèche rend difficile les cultures de contre saison en raison du tarissement précoce des cours d’eau naturel et de l’absence des ouvrages de rétention d’eau de surface et souterraine. Ils font souvent des puits maraîchers qui arrivent à peine à combler leur besoin en eau et qui tarissent également rapidement. La forte pression sur les ressources naturelles, les mauvaises pratiques culturales couplée des effets des changements climatiques ont entrainé une forte dégradation des sols qui ne répondent plus convenablement aux apports des engrais à tel point que les agriculteurs commencent par douter de la qualité des engrais qu’on leur vend. Ils vont même dire que l’engrais qu’on leur vend maintenant n’est plus approprié à leur sol ou que cela serait dû à un défaut de fabrication. L’alternance des séquences sèches et des séquences pluvieuses fait que l’apport des engrais intervient lors des séquences sèches couplées du retour des précipitations extrêmes entrainant les inondations, le lessivage des engrais, l’érosion et le ravinement du sol. Dans certaines localités l’accessibilité de ces engrais en temps opportun pose problème en raison de la distance avec le point de vente et couplé de l’état défectueux de la route, de l’exigence de commandes groupées et de limitation des quantités ignorant les spécificités dans les besoins des uns et des autres, etc.

D’autres part, les agriculteurs ont mentionné être confrontés à toute une panoplie d’infestation des cultures attribuables aux changements climatiques dont certaines se sont accentuées et d’autres relevant de nouvelles apparitions des bioagresseurs exogènes. Ils ont particulièrement mentionné les problèmes de levée des cultures qui sont souvent attribuables aux insectes, aux reptiles et aux oiseaux, le cas du maïs qui est souvent attaqué par une chenille redoutable qui détruit toute la partie aérienne y compris les épis, le cas de la fumagine, une maladie du sorgho et du mil causée par les pluies abondantes et extrêmement affilées, le cas des autres cultures comme le coton, le niébé, le soja, le gombo ; du mil, du kénaf, de l’oseille de guinée, la fonte de semis des cultures maraichères de contre saison, etc.

1. Causes et conséquences dans le secteur de l’élevage

* Causes

Pour les éleveurs enquêtés, la déforestation et la punition divine constituent les principales causes des changements climatiques. Certains pensent que la désobéissance aux normes sociales notamment la dégradation des liens d’entraide et de solidarité entre les hommes est à l’origine des modifications de la nature et par conséquent des changements climatiques.

Par ailleurs, ils sont conscients qu’ils ont une part de responsabilité dans les causes des changements climatiques. Ainsi reconnaissent-ils que l’utilisation des herbicides pour traiter les champs dont les herbes sont consommées par les animaux et la contamination des sources d’abreuvages constituent une des causes des maladies et des mortalités de ces derniers dans les différents systèmes d’élevage.

* Conséquences

La température et la pluviométrie constituent les paramètres climatiques qui ont un impact sur l’alimentation des animaux, les maladies bovines, les ressources en eau, la reproduction animale, la biodiversité et la sécurité alimentaire. Ainsi, la production animale qui constitue un atout essentiel pour les communautés pastorales notamment à travers ses multiples fonctions socioéconomiques est mise à mal ces dernières décennies par les changements climatiques.

Selon les communautés à la base, les difficultés qu’ils éprouvent dans le maintien des élevages des animaux sont pour beaucoup attribuables aux changements climatiques. La manque d’eau pour l’abreuvage des animaux et de pâturage une grande partie de l’année en raison de la pluviométrie insuffisante et de la sécheresse prolongée constitue un handicap sérieux pour leurs systèmes d’élevage. Ainsi les animaux sont obligés de se déplacer loin à la recherche de l’eau et du pâturage et beaucoup ne reviennent plus. Le manque d’eau pousse les animaux à boire même de l’eau de toilette et à manger les déchets humains, avec pour conséquence leur contamination par les maladies vénériennes liées à l’eau. En outre les populations pensent que le manque d’eau pourrait constituer une porte d’entrée pour les maladies, à cause de l’affaiblissement des animaux. Les maladies rencontrées actuellement dans les systèmes d’élevage, de par leur persistance, leur manifestation est quelque chose de nouveau dont ils n’avaient jamais rencontré avant. En pleine saison pluvieuse les animaux sont attaqués par les maladies, les pintadeaux meurent au moment de la forte pluviométrie. Vers la fin de la saison pluvieuse, il y a une maladie qui provoque la diarrhée, le ventre ballonné chez les petits ruminants et qui se propage rapidement pour contaminer tous les animaux de la localité avec pour conséquence finale la mort des animaux sans oublier les volailles qui sont décimées par la peste. En saison sèche les animaux ne sont pas épargnés et sont souvent attaqués par la peste. Le problème est aussi alarmant que les populations de Nassiète sont arrivées à la conclusion selon laquelle toutes les maladies sont devenues endémiques contrairement à la période d’avant où il y avait des périodes où les animaux tombaient malades. Ce qui est encore plus alarmant c’est que les vaccins et les traitements appliqués lorsque ces maladies surviennent sont inefficaces et les agriculteurs accusent tantôt les vétérinaires qui ne font pas bien leur travail. En outre les populations pensent que ce problème est beaucoup plus exacerbé par la transhumance *car « c’est les sahéliens qui ont apporté les plus grandes maladies qu’ils n’ont jamais connus et quand ils repartent c’est eux qui souffrent et ils ne savent pas comment traiter »* affirmait un habitant de Sousouri. En période pluvieuse, lorsque les pluies deviennent intenses, les habitats d’élevage s’écroulent sur les animaux.

1. Causes et conséquences dans le secteur de la foresterie

* Causes

Au niveau du secteur de la foresterie les communautés sont conscientes que les manifestations des changements climatiques sont la résultante de leur mauvaise pratique. A Kounkouare ils ont fait le constat selon lequel avant la pluviométrie était bonne et régulière dans leur localité à cause la présence de gros arbres, et que la dégradation du climat actuel est due à la coupure de ces arbres. Ils ont également ajouté, que la présence de forêts galeries aux bords des rivières constituait un frein à l’inondation et attiraient les pluies. Aujourd’hui que ces arbres sont coupés dans la forêt et aux abords des cours d’eau, c’est ce qui serait à l’origine de la rareté des pluies ou des inondations. A Kounkouare la population a affirmé que c’est la destruction des arbres à des fins de bois énergie qui occasionne l’effet des vents violents car la couverture végétale constitue une barrière au vent et que ce sont les feux de brousse tardif qui inhibent la floraison des arbres. Certains pensent que la baisse de productivité des arbres est due au manque d’eau en raison de la pluviométrie réduite et du raccourcissement de la saison pluvieuse. Au même moment ils sont conscients que la baisse de productivité des arbres est dû à leurs mauvaises pratiques qui consistent à couper toutes les parties de l’arbre pour leur besoin énergétique et aussi le non-respect des divinités. Ils ont même relevé que la disparition de certaines espèces d’arbres serait due à la destruction des forêts au profit des terres cultivées. D’autres communautés pensent que c’est l’utilisation des herbicides est à l’origine du fait que les arbres ne produisent plus, pour citer l’exemple d’un agriculteur qui disait qu’il avait des arbres de Karité dans son champ dont la productivité était bonne, mais qu’il a constaté qu’à partir du moment il a commencé par utiliser les herbicides, les arbres ne produisent plus. Cette pratique serait même à l’origine du dessèchement des arbres entiers. Par ailleurs les communautés pensent que la plantation des arbres ne réussit pas du fait de la divagation des animaux qui sont devenu polyphages pour s’adapter au manque de pâturage.

* Conséquences

Les communautés pensent que l’une des conséquences des changements climatiques et de la dégradation de leur cadre de vie est la diminution de la couverture végétale, la disparition de certaines espèces végétales ligneuses (Kapokier, goyave, *Blighia sapida*) qui autrefois fournissaient des services écosystémiques importants. En outre ils constatent certaines maladies et ravageurs au niveau des arbres qu’ils ne voyaient pas auparavant. Pour certains arbres ils constatent bien le stade de la floraison mais la fructification ne se produit pas (néré, manguier, karité, etc). Selon eux ce phénomène peut être imputable aux vents violents qui font tomber les fleurs. Dans certaines localités les arbres ne fleurissent carrément pas, certaines communautés avouent ne pas savoir la cause tandis d’autre attribuent la cause au brouillard. Ils ont mentionné également une perturbation dans le cycle de production de certains arbres à l’instar des manguiers qui ne produisaient qu’en saison sèche, qui maintenant produisent aussi bien en saison sèche qu’en saison pluvieuse, dans certains cas sur le même arbre une partie fructifie en saison sèche et une autre partie en saison pluvieuse. Mais là encore le plus grand problème c’est que quand les fruits sont formés ils tombent peu de temps après être infestés par les chenilles. Dans certaines localités les communautés avouent que la plantation de certains arbres ne réussit plus, les arbres meurent au bout d’un temps.

**Conflits sociaux engendrés par les changements climatiques**

* 1. Conflits intra ou intercommunautaires

Les conflits sociaux au sein des communautés à la base sont beaucoup plus liés à la dégradation du cadre de vie. Les changements climatiques ont certes une part de responsabilité mais quelque fois de façon indirecte. Les communautés, quant à elles, assimilent comme cause à tous les conflits, les changements climatiques. Les principaux sujets de conflits évoqués sont les suivants :

* Conflits fonciers : les conflits fonciers sont souvent liés à l’insuffisance des espaces cultivables. Parmi les conflits mentionnés figure la limite réelle des propriétés foncières car dans les localités le partage est souvent fait de façon traditionnelle et les limites ne sont pas souvent bien matérialisées comme il se doit avec les moyens modernes actuels. Ainsi au début des saisons, des conflits s’éclatent quand un agriculteur laboure et rentre dans le domaine de l’autre. En outre les conflits sont aussi liés au partage inégal des terres cultivables entre les fils d’une même famille. Il faut noter également les conflits liés à la remise en cause des donations de terres ou récupération par les propriétaires des terres cédées auparavant aux allochtones. Par exemple sur le site de la forêt classée une partie de la superficie a été aménagée en ZAAP et la retribution des parcelles aux communautés a suscité des conflits car certains qui auparavant exploitaient une parcelle se sont refusé l’accès au site sous prétexte qu’ils sont allochtones et à cela s’ajoute l’inégale répartition des parcelles après l’aménagement car certains exploitants se sont vus associés à quatre (04) à l’hectare et d’autres huit (08) à l’hectare.

Lien probable avec les changements climatiques : les changements climatiques ayant accentué la dégradation des sols, l’irrégularité des pluies, la survenance des séquences sèches lors des campagnes agricoles avec pour conséquence la baisse des rendements de culture, et, couplé à la pression démographique qui a conduit à l’émiettement des surfaces cultivables, chaque agriculteur a le soucis de préserver au moins les espaces cultivables qui lui sont dus et toute tentative visant à réduire ces espaces n’est plus tolérable à leur avis.

* Les conflits liés aux pratiques culturales : certaines pratiques culturales sont susceptibles d’entrainer des conflits entre les agriculteurs. A titre d’exemple dans le cas des domaines fonciers frontaliers, le traitement d’un champ avec l’herbicide par un agriculteur peut porter préjudice au champ voisin déjà en état de végétation, cela engendre les conflits entre les deux agriculteurs.

Lien probable avec les changements climatiques : le faux départ des pluies, le décalage des saisons ont engendré un sentiment d’insécurité quant au début réel de la saison des pluies et les agriculteurs ont souvent recours aux moyens rapides pour ne pas avoir à trop subir les caprices climatiques, parmi lesquels l’usage des herbicides.

* Conflits entre agriculteurs et éleveurs : ce sont des conflits récurent lors de la saison pluvieuse. Les conflits entre agriculteurs et pasteurs locaux ou entre agriculteurs et pasteurs transhumants sont à prendre au sérieux. Les deux camps se rejettent les responsabilités, les agriculteurs accusant les éleveurs du manque de rigueurs dans la conduite des animaux au pâturage entrainant les dégâts dans les champs et surtout sur les sites maraîchers en période de culture de contre-saison et les éleveurs accusant les agriculteurs d’occuper même les espaces réservés pour le couloir de passage prédéfini pour les animaux. Lien probable avec les changements climatiques : Les séquences sèches prolongées avec pour conséquence la baisse de productivité des fourrages.
* Les conflits liés à l’approvisionnement des ressources en eau : En effet pendant la saison sèche, les localités environnantes de la forêt classée de la fosse aux lions souffrent de pénurie d’eau. Les populations sont obligées de parcourir de longues distances et de passer de longues heures autour des points d’eau (forage, puits) pour pouvoir s’approvisionner en eau de consommation. Pour ceux qui sont proches des cours d’eau naturels (rivière, fleuve), la population est obligée de se rabattre sur ces cours d’eau, encore faut-il qu’ils ne soient pas asséchés. La pénurie d’eau liée aux changements climatiques entraine des conflits entre les populations notamment les femmes pour l’accès aux points d’une part et entre les populations cherchant de l’eau de consommation et les éleveurs d’autre part. En effet, les éleveurs sont obligés de partager les mêmes points d’eau que les populations pour l’abreuvage animaux. Des conflits naissent aussi entre ces deux catégories d’acteurs pour l’accès à l’eau.
  1. Conflits présumés entre communauté et pouvoir public

Les conflits présumés entre les communautés et les pouvoir publics relèvent souvent d’un sentiment d’abandon, de délaissement d’injustice vis-à-vis de certains faits ou opportunités. Il est pris en compte dans cette étude les conflits pouvant être liés de façon directe ou indirecte aux changements climatiques à savoir :

* Sentiments d’injustice dans la résolution de problème entre agriculteur et éleveurs : les agriculteurs pensent être lésés dans la résolution des conflits qui les opposent avec les éleveurs transhumants suite aux dégâts causés sur leurs cultures par les animaux transhumants pendant la saison pluvieuse. Ils pensent que lorsqu’un conflit survient entre un agriculteur et un éleveur suite aux dégâts causés par les animaux, ce dernier corrompt souvent les autorités en leur offrant des animaux, et ces derniers prononcent le jugement en faveur de l’éleveur ou dans le cas contraire l’agriculteur n’est pas souvent récompensé à la hauteur des dégâts causés.
* Sentiment d’injustice dans l’accès à des ouvrages de mobilisation des eaux de surface et souterraine pour la consommation, l’abreuvage. Certaines communautés pensent que le gouvernement est insouciant des problèmes auxquels ils sont exposés en période de pénurie d’eau. Pour la plupart des localités, le nombre de forage disponible est insignifiant par rapport aux besoins de la population et la distance d’approvisionnement relativement longue pour certaines localités. Pour d’autres villages, ils ont eu des promesses gouvernement mais ils n’ont jamais eu gain de cause. En outre la plupart des localités pensent que le gouvernement pouvait leur doter de retenus d’eau devant leur permettre de réaliser les activités de contre saison et pour l’abreuvage des animaux.

Lien avec les changements climatiques : en effet les changements climatiques sont susceptibles d’accentuer la diminution des ressources en eau de surface et souterraine en raison de longues séquences de sécheresse et de l’élevage des températures pouvant engendre des évapotranspirations importantes.

* Sentiments d’injustice lié à la difficulté d’accès aux intrants agricoles : le faux départ des pluies, le décalage des saisons, les irrégularités des pluies font que le moment où la nature est clémente les agriculteurs profitent pour réaliser leurs principales activités. Il y a également certaines activités à l’instar de la fertilisation qui interviennent à certains moments clés du stade du cycle de culture et qui sont calés sur une période limitée. Dans certaines localités, lorsque les cultures atteignent le stade de fertilisation, les agriculteurs n’ont pas accès aux engrais. Dans certains villages, on leur demande de faire l’expression de besoin à l’approche des campagnes, mais le moment venu ils n’ont pas accès à la quantité demandée. Pour d’autres villages, les magasiniers chargés de la vente des engrais, se livrent à des actes de corruption privant l’accès des engrais aux moins nantis, tandis que dans d’autres villages encore ils s’érigent en faiseur de loi et ne travaille pas à plein temps surtout au moment le besoin de fertilisation des cultures se fait sentir.
* Sentiment d’injustice dans l’accès à d’autres services de l’état tels que les projets de dons de matériels agricoles, de filets sociaux. Par exemple à Nassiète, une femme nous femme nous confie : « Nous n’avons pas de tracteur sur la ZAAP pour nous aider à labourer nos parcelles. Lorsque nous faisons appel aux prestataires privés, c’est difficile d’avoir accès à leur services ».

**Cas spécifique du genre dans la Zone d’intervention du projet**

1. Caractéristiques des groupes vulnérables

Les groupe cibles relevant de cette catégorie d’acteurs considérés par l’étude sont les femmes, les jeunes, les groupes ethniques minoritaires.

* **Les femmes**

Les femmes dans les localités riveraines de la fosse aux lions ont pour principales activités le commerce, le maraîchage, l’agriculture, l’élevage, l’artisanat et les activités de transformation post-récolte. A l’échelle du foyer elles s’occupent des activités de cimentage et de crépissage des maisons familiales construites en banco, de la recherche du bois-énergie, des corvées d’eau, de l’entretien de la maison, l’entretien et les soins des enfants et aide les hommes dans les activités champêtre telles que le semis, la récolte, l’égrenage, etc. sur le plan pécunier, elles portent assistances aux hommes en participant à la scolarisation des enfants, aux charges liées à l’alimentation au foyer, car comme le disent certaines femmes, lorsque l’homme donne le maïs c’est fini, les dépenses du moulin et de la sauce reviennent à la femmes, dans certains cas les homme se dérobent même à la responsabilité de fourniture des céréales, et ce sont les femmes qui s’en chargent. Elles sont consultées pour certaines prises de décisions au foyer. Dans la gestion des affaires de la société, les femmes sont également impliquées et participent aux tâches et aux prises de décision relevant des localités dans lesquelles elles vivent. Elles sont accès à certaines infrastructures notamment les centres de santé, de loisir, et se sont même constitué en club des mères avec l’appui de la Croix-Rouge. Elles n’ont pas accès à la terre en termes de propriété dans certaines localités, les parcelles exploitées sont pour leur mari ou de leurs parents, ou elles l’acquièrent par voie de location.

* **Les jeunes**

Ils ont pour occupation le maraichage, l’artisanat, le commerce, l’agriculture, l’élevage et les études. Les jeunes ont accès à certaines infrastructures notamment les centres de santé, aux écoles. Cependant dans l’accès et la poursuite des études il y a un phénomène de disparité qui a été relevé dans plusieurs village. La plupart des jeunes filles arrêtent les études à cause des charges domestiques et des grossesses qu’elles prennent déjà au cours secondaire. Les jeunes sont impliqués dans la gestion des affaires à des degrés divers dans les localités consultées. Les avis des jeunes sur leur accès à la terre en termes de propriété est mitigés et varient selon les localités, dans certaines localités les jeunes estiment qu’étant des héritiers directs de leur parent, ils sont propriétaire, tandis que d’autres affirme qu’ils n’ont pas les droits de propriétés sur les terres.

1. **Perception des changements climatiques par les groupes vulnérables**

* Perception des changements climatiques par les femmes

Les femmes perçoivent les changements climatiques à travers leurs activités quotidiennes ou saisonnières. En effet, les femmes spécialisées dans les activités post-récolte notamment la transformation du riz et de l’arachide, pensent que les conséquences des changements climatiques se résulteraient du mauvais remplissage des épillets de riz et des gousses d’arachide, contribuant pour une grande part à la perte de leurs revenus après achat et décorticage.

Aussi, le faux départ des pluies, les irrégularités des pluies et le décalage des saisons occasionnant des perturbations de calendrier agricole notamment un allongement des activités de semis sont perçus comme une conséquence des changements climatiques. Par ailleurs, auparavant, elles planifiaient les activités de réfection des maisons familiale (cimentage du sol et crépissage des murs) pendant la saison sèche. Mais la sécheresse marquée et l’évaporation excessive qui entraine le tarissement des sources d’eau, rend impossible cette activité pendant cette période et elles sont obligé de reporté ça en début de la saison des pluies où elles doivent aussi réaliser les activités champêtres. Également pendant la saison sèche le tarissement des sources d’approvisionnement en eau environnant les oblige à parcourir de longues distances et à passer de longues heures à la recherche de l’eau de consommation. Ainsi toutes ces occupations les empêchent de pouvoir disposer du temps pour se consacrer à leurs propres activités (agriculture, commerce).

L’élevage des porcs dans ces localités est majoritairement pratiqué par les femmes, cependant avec les maladies et la mortalité accentuées de ces animaux ces dernières qui pourraient être attribués en partie aux changements climatiques, les revenus des femmes sont ainsi fortement impactés. Aussi, la raréfaction des ressources (aliment, eau) pendant certaines périodes de l’année accentués par les changements climatiques affecte la production du lait chez les vaches, source de revenu des femmes des éleveurs.

* Perception des jeunes

Les perturbations pluviométriques en saisons des cultures engendrent aussi une perturbation dans la planification du temps des jeunes. En effet, c’est pendant les weekends que les jeunes aident leurs parents dans les travaux champêtres. Mais avec l’irrégularité des pluies, ils sont souvent amenés à abandonner les cours en semaine pour aider leur parent à labourer rapidement les champs en temps opportun afin de se prémunir des poches de sécheresse qu’occasionnerait un retard dans le labour. Cette situation amène souvent certains jeunes à abandonner complètement les études pour les appuyer leur parent dans les activités agricoles.

En outre les vents violent qui interviennent en début de saison des pluies avec pour conséquence la destruction des toitures des maisons. La réfection des toitures par les jeunes empiète sur le temps qu’ils devraient consacrer à leurs propres activités économiques. Ce qui occasionne un manque à gagner dans l’exercice de leurs propres activités.

* Perception des groupes ethniques minoritaires

Les groupes ethniques minoritaires sont souvent des éleveurs. Ils perçoivent les changements climatiques à travers la diminution et la raréfaction de certaines ressources comme l’eau et le pâturage à certains moments de l’années. Ce qui les obligent à parcourir de longues distances à la recherche de ces ressources pour les animaux. Les fortes pluviométries occasionnent souvent la mortalité des nouveaux nés, ce qui affecte drastiquement la production de lait et constitue un manque à gagner pour les éleveurs.

1. **Conflits liés au genre spécifiquement dans les localités cibles de l’étude**

* Chez les femmes

Les femmes estiment qu’elles sont marginalisées en matière d’accès aux ressources naturelles notamment la terre. Elles n’ont pas le droit de propriété et doivent demander à leur mari ou à leur parents et quelque fois sont obligées de bailler pour pouvoir exercer les activités champêtres. A cela s’ajoutent les conflits liés à l’approvisionnement en eau potable pendant la période de pénurie qui les oblige à passer de longues heures autours des points d’eau et qui se résultent souvent par des querelles entre elles. En outre la dégradation de l’environnement caractérisée par la diminution des ressources naturelles notamment le bois énergie est aussi souvent cause de conflits chez les femmes surtout lorsqu’elles vont chercher du bois dans les domaines fonciers autre que les leurs.

Les femmes ont le sentiment d’un partage inégal des taches aux foyers entre elles et les hommes. Pendant la saison pluvieuse par exemple, après le labour l’homme se dégage de toute activité, et il appartient ensuite aux femmes d’aller semer, et après de s’occuper des taches de foyer (corvée d’eau, cuisine, entretien des enfants, etc.).

* Chez des jeunes

Les conflits impliquant les jeunes portent également sur l’accès à la terre. Certains jeunes estiment que pendant qu’ils ont besoin de la terre pour cultiver, leur parent les privent et préfère louer ça aux allochtones

**Stratégies d’adaptation endogènes**

Les communautés de la zone de l’étude étant en milieu rural et dépendant entièrement des ressources naturelles, les biens et services affectés par les changements climatiques sont :

* Pour le secteur de l’agriculture :

La production des cultures vivrières tels que les céréales (maïs, sorgho, mils, riz), les légumineuses (niébé, arachide, voandzou, sésame), les tubercules (patate douce, manioc, igname) ; des cultures de rente (coton, soja) et des cultures maraichères (Pastèque, piment, oignon, carotte, chou, tomate, adémé, gombo, etc.) sont souvent fortement impactés par les poches de sécheresse, le faux départ des pluies ou décalages des saisons, les attaques des bioagresseurs, les inondations etc.

Les services impactés sont les activités de labour en période décalage des pluies ou de faux départ des pluies, les activités d’entretien tel que l’acquisition des engrais souvent difficile dans certaines localités en raison de l’accessibilité des voies en période de forte pluie

* Pour le secteur de l’élevage : la productivité des systèmes d’élevage composés de gros ruminants (bovin majoritaire), de gros bétail autre que les ruminants (ânes, porcins), de petits ruminants (ovins, caprins) et les volailles (poules, pintades, canards, pigeons), les lapins est souvent impactée par les maladies, la pénurie d’eau pour l’abreuvage des animaux, la disponibilité du pâturage et autres aliments pour bétail, les précipitations extrêmes et les inondations

Les services impactés sont la conduite des animaux au pâturage qui nécessite le parcours de longues distances à la recherche de point d’eau pour l’abreuvement des animaux et le pâturage

* Pour le secteur de la foresterie : c’est la productivité des espèces fruitières comestibles essentielles à la vie des communautés (Karité, manguier, néré, l’anacarde, rônier, le goyave, raisins sauvages, tamarinier, baobab, l’oranger, etc.) et les espèces fruitières non comestibles (neem, etc) qui est fortement affectée par les vents violents, les maladies, les chaleurs extrêmes
* Pour le secteur de l’énergie : ce sont les ressources énergétiques (bois de feu, charbon de bois, tiges de maïs, de mil) autrefois utilisés pour satisfaire les besoins en énergie des communautés qui font particulièrement défaut par suite de la dégradation environnementale liée aux changements climatiques

Les services impactés sont le temps passé à la recherche des ressources énergétiques qui devient long et périlleux.

* Pour le secteur des ressources en eau : ce sont les sources d’eau de surface (puits maraichers, rivières, marigots) qui tarissent vite en saison sèche ou qui subissent des inondations en saison de fortes pluies et les sources d’eau souterraines (forage, puits, etc.) qui tarissent vite en saison sèche.

Les services impactés sont les activités de recherche d’eau qui nécessite de longue période d’attente et le parcours de longues distances à la recherche d’eau de consommation, de même que pratiquement les activités de maraîchage qui deviennent quasi impossible.

* Pour les établissements humains : ce sont les maisons en banco, les maisons de fortune, les toitures des concessions (tôle, pailles) qui s’écroulent ou sont décoiffés suite aux vents violents ou aux fortes pluies

Les services impactés sont les activités de reconstruction qui occupent une bonne partie des communautés à la fin des saisons pluvieuses, les activités de reconstitution des toitures

Cependant en fonction de chaque risque climatique, les populations développent également un certain nombre de techniques pour résilier aux contraintes des changements climatiques.

* Secteur de l’agriculture

Pour faire face aux effets néfastes des changements climatiques en général, la majorité de la population surtout les jeunes adopte l’exode rurale et la migration comme stratégie d’adaptation. Ainsi certains vont en ville apprendre des métiers, d’autres vont vers le sud là où les conditions climatiques sont encore favorables pour faire le métayage, d’autres encore migrent carrément à l’extérieur du pays en côte d’Ivoire pour travailler dans les plantations ou au Ghana et au Mali pour travailler dans les mines d’or ou encore au Burkina. Pendant de longues périodes de sécheresse qui sévit dans la région des Savanes, ceux qui ne désirent pas aller en migration s’adonnent à des activités de contre saison telles que le maraichage, le ramassage du sable et du gravier, la fabrication du charbon de bois ou la vente directe de bois, étant donné qu’il subsiste encore un reliquat de couverture végétale ligneuse et à la plantation de certains fruitiers comme le manguier.

Contre l’érosion et le ravinement du sol dû aux fortes pluies et aux inondations, les communautés font des diguettes pour canaliser et acheminer l’eau et certains plantent les arbres réputés pour atténuer l’inondation (nantig en moba), des cordons pierreux pour ralentir le ruissellement de l’eau de pluie, à la plantation d’espèces de plantes herbacées réputées pour freiner l’eau qu’ils utilisent plus tard pour la confection des chapeaux et des balaies.

Contre la dégradation avancée du sol, les populations procèdent à l’utilisation du fumier, à la fabrication et à l’utilisation du compost, font recourt aux pratiques de rotation culturale, à l’utilisation des engrais chimiques dont l’accessibilité est difficile en termes de coût et pour certaines localités la disponibilité même pose problème quand bien même ils ont les moyens pour acheter. D’autres procèdent encore la plantation des arbres fertilitaires pour restaurer la fertilité et protéger le sol contre l’érosion.

Pour s’adapter au faux départ des pluies ou la sécheresse qui intervient après le début des premières pluies, les populations ont recourt au semis direct et à l’utilisation intensive des herbicides, tandis que certains paysans ont parfois recourt aux semences à cycle court pour s’adapter au raccourcissement du cycle des saisons

Contre l’apparition des maladies exogène inhérent aux changements climatiques les agriculteurs font recours aux pesticides tout venant, tandis que d’autres se réfèrent aux conseils des personnels techniques dédiées sur les produits à utiliser

* Elevage

Les pratiquants de l’élevage dans les localités riveraines de la forêt classée, pour s’adapter aux conséquences néfastes des changements climatiques en général, en plus de l’exode rural et de la migration, certains tentent de diversifier leur activité notamment le commerce, aux activités de rémunération journalières ou à la tâche.

Contre la sécheresse qui entraine le déficit de pâturage, certains éleveurs conservent les rafles de maïs, les fanes de soja, d’arachide, etc. qu’ils utilisent plus tard pour nourrir les animaux. D’autres optent pour le parcours sur de longues distances ou la transhumance à la recherche du pâturage et de l’eau pour les animaux.

Contre les maladies animales exogènes qui sévissent dans la région des Savanes et qui résulteraient des changements climatiques (selon les communautés), les éleveurs font recours aux AVE présents dans les localités quoi qu’en nombre insuffisant, à l’achat au marché des produits tout venant comme le tétracycline localement appelés « Toupaya » et d’autres produit pour faire boire aux animaux. Les éleveurs utilisent également les écorces de Karité, Kaya, anacarde, caïlcédrat, néré, raisins sauvages ou Raisin Africain (*Lannea microcarpa*), tabac, etc. qu’ils laissent macérer dans les dispositifs d’abreuvage des animaux.

D’autres éleveurs choisissent, lorsque la peste atteint leur village, d’amener leurs animaux dans les localités non encore atteintes, de les ramener lorsque les effets sont estompés.

* Foresterie

Les actions d’adaptation en foresteries sont très limitées, les communautés avouant leur impuissance face aux effets des changements climatiques dans ce secteur.

Contre l’improductivité des arbres, les communautés font l’élagage de certaines branches au niveau de l’anacarde, du manguier pour que les nouvelles repoussent puissent produire les fruits. D’autres traitent les fruitiers, surtout le manguier, à la floraison avec des produits pour empêcher la chute des fleurs, d’autres encore font des scarifications autour du tronc des arbres pour relancer la production, ou creuse tout autour de l’arbre y mettent de l’herbe verse l’eau dans le creux pour renforcer l’humidité, ou mette l’eau résiduelle de la fabrication de la moutarde.

* Energie

Dans le secteur de l’énergie, pour faire face à la rareté des ressources énergétiques, les communautés font l’élagage des arbres pour utiliser les résidus issus de l’élagage à des fin de production d’énergie, d’autres utilisent les résidus de récolte tels que les tiges de sorgho, les rafles de maïs, les tiges de coton, etc., les déjection animales (bovins) pour la production de l’énergie pour la préparation des aliments.

* Ressources en eau

Face à la pénurie d’eau qui caractérise la saison sèche dans la région des Savanes, les populations optent dans un premier lieu pour le rationnement de l’utilisation de l’eau, et dans certaines localités n’ayant pas d’autres solutions, elles parcourent de longues distances et passent des heures entières à la recherche de l’eau. Dans certaines localités en saison des pluies, les populations font des barrages dans les ravinements pour conserver de l’eau, mais elles avouent que la réserve ne dure pas longtemps et tarit. Les communautés vivant aux alentours de la forêt classée vu qu’un bas-fonds est disponible, réalisent des puits maraîchers qu’ils utilisent à la fois comme eau de boisson, mais ils avouent que ces puits aussi tarissent vite.

* Etablissement humains

Pour lutter contre les vents violents qui décoiffent les maisons, les communautés plantent des brise-vents aux alentours des maisons, ou contrôlent et renforcent les toitures des maisons à l’aide du bois, des pierres. Contre la chaleur extrême, les populations optent pour l’augmentation de l’épaisseur du crépissage des murs des bâtiments. Contre les inondations, les populations optent pour le changement des techniques de construction et le choix des matériaux, ainsi utilisent-il le ciment et les cailloux pour rendre la fondation solide pour les maisons en banco et la réalisation du chainage pour les maisons en dur, d’autres encore quittent carrément leur lieu d’habitation pendant les moments d’inondation pour se réfugier chez leur frère et revenir à la fin des saisons pluvieuses.

**Besoins et actions d’adaptation**

Les besoins et actions d’adaptation exprimés par les populations de la région des Savanes lors des consultations en fonction des différents secteurs sont présentés dans le tableau 4

***Tableau 4****: Besoins et actions d’adaptation exprimés par les populations des localités riveraines de la fosse aux lions*

| **Modalités** | **Besoins** | Action d’adaptation |
| --- | --- | --- |
| **Agriculture** | | |
| Pratiques culturales | Moyens et méthodes appropriés pour la réalisation rapide des activités de labour en vue d’échapper aux poches de sécheresse et décalage des saisons | Mécanisation agricole |
| Techniques culturales adaptées aux changements climatiques (labour suivant les courbes de niveaux, assolement, rotation et association des cultures, etc.) | Sensibilisation, formation, appui-conseil sur les techniques culturales adaptées au milieu et prenant en compte les changements climatiques |
| Intrants biologiques | Formation, appui-conseil sur la production d’intrants biologiques (compost, biopesticides, etc.) |
| Techniques et espèces agroforestières | Promotion, formation au choix et à l’introduction des arbres fertilitaires et à valeurs socioéconomiques dans les systèmes de culture |
| Techniques et moyens de lutte contre l’érosion | Promotion, formation et vulgarisation des techniques adéquates de lutte contre l’érosion basée sur l’utilisation des ressources locales (cordons de pierres, espèce de plantes, construction de digues, labour selon les courbes de niveau, etc.) |
| Cultures de contre saison | Promotion, développement des activités de maraichage, de maîtrise de l’eau, d’infrastructure de sécurisation des sites maraichers |
| Disponibilité d’intrants efficaces (engrais) | Mis en place de mécanismes d’approvisionnement durable d’engrais chimiques répondant aux besoins de la population et en fonction des spécificités des sols |
| Infrastructures de conservation des eaux de surface pour les cultures de contre saisons | Mise en place des ouvrages de conservation des eaux des surface |
|  | variété de semences améliorées, résilientes aux changements climatiques | Promotion, vulgarisation de variétés résilientes aux changements climatiques tenant comptes des spécificités locales |
| Activités post-récolte et commercialisation | Accès au marché | Création, mise en place des mécanismes sûr d’accès au marché |
| Mobilisation des ressources financières | Accès au crédit | Création et mise en place des mécanismes d’accès au crédit agricole à taux réduit |
| Organisations professionnelles | Coopératives formelles | Appui à l’organisation et à la formalisation des coopératives agricoles |
| **Production animale et halieutique** | | |
| Gestion des systèmes d’élevage | Soins adéquats pour les animaux | Création des infrastructures et mise en place de services adéquats de gestion des soins vétérinaires abordable; formation des éleveurs aux techniques modernes de soins |
| Espèces animales à haute productivité | Introduction de nouvelles espèces animales à haute productivité |
| Méthodes modernes d’élevage | Formation, appui-conseil aux méthodes modernes d’élevage |
| Habitat animal | Construction des habitats adaptés pour les animaux |
| Sources d’eau pour l’abreuvage des animaux | Construction des ouvrages de mobilisation des eaux de surface et souterraine |
|  | Disponibilité de fourrage | Promotion de la culture fourragère et aménagement des espaces de pâturage |
| **Foresterie** | | |
| Gestion et maintien du couverture végétal forestier | Entretien des arbres | Formation à la sylviculture, à l’entretien des arbres, mise à disposition de technicien en la matière |
| Entretien des forêts | Sensibilisation et renforcement des capacités pour la lutte contre les feux de végétation |
| Jeunes plants d’arbre | Mise à disposition de pépinières de jeunes plants, formation de la population locale à la production de pépinières, mesures incitatives à la plantation |
| Protection des plantes fruitières | Formation, appui-conseil sur la protection des espèces fruitières |
| Source d’eau pour l’arrosage des arbres | Construction des ouvrages de mobilisation des eaux pour l’arrosage des jeunes plants |
| **Energie** | | |
| Accès à l’énergie propre | Sources d’énergie alternative (gaz naturel, plaques solaires) | Subvention du gaz naturel, sensibilisation à l’utilisation, formation à la transformation des déchets ménages en biogaz ; vulgarisation à moindre cout de l’énergie solaire |
| Efficacité énergétique | Source d’énergie économiques (foyers améliorés) | Formation de la population surtout les femmes à la conception et l’utilisation des foyers améliorer |
| Accès à l’électricité | Source d’énergie classique | Appui à l’extension du réseau énergétique classique |
| Accès à l’énergie de cuisson | Ressource énergétiques | Mise à disposition et appui dans la plantation des arbres à croissance rapide pouvant servir de bois énergétiques |
| **Ressources en eau** | | |
| Gestion du système d’approvisionnement en eau | Sources d’approvisionnement en eau accessible (consommation humaine, abreuvage des animaux) | Construction des ouvrages de mobilisation d’eau souterraine et de surface (château d’eau, forage, construction des retenues d’eau), réparation des ouvrages défectueux, extension d’eau potable (TDE), amélioration de la profondeur des forages |
| **Etablissement humains** | | |
| Accès à un habitat décent et résilient aux changements climatiques | Infrastructures communautaires | Dotation d’infrastructure sanitaire, d’écoles, de latrines, de routes, etc. |
| Matériaux de construction à couts abordables | Subvention des matériaux de construction (ciment, tôle, bois) |
| Méthodes de construction résilientes | Sensibilisation, formation, appui conseil sur la prise en compte des risques climatique dans la construction des maisons |

***Recommandations de l’étude***

A la lumière des résultats parvenus au terme de la présente étude des recommandations suivantes peuvent être formulées dans les différents secteurs couverts par le projet pour guider la gestion durable des terres : (i) Agriculture : dans le secteur de l’agriculture, plusieurs approches sont disponibles. Entre autres : Promouvoir la modernisation de l’agriculture au moyen de la mécanisation à travers la mise à disposition des moyens et méthodes appropriés pour la réalisation rapide des activités de labour en vue d’échapper aux poches de sécheresse et décalage des saisons, renforcer la promotion de l’agriculture de contre saison par la mise en place d’ouvrages de mobilisations des eaux et la mise à disposition d’intrants adaptés, promouvoir l’agriculture intelligente face au climat (AIC) en définissant des mesures nécessaires pour transformer et réorienter les systèmes agricoles notamment la fourniture de l’information climatique en langue accessible aux agriculteurs en temps réels, la promotion de l’agroforesterie, etc., dans le but de soutenir efficacement le développement de l'agriculture et d'assurer la sécurité alimentaire face au changement climatique, promouvoir la gestion durable des terres (GDT) qui est une approche intégrée de gestion du sol avec de nombreuses pratiques (défense et restauration des sols/conservation des eaux et du sol, gestion intégrée de la fertilité du sol, assolement et rotation culturales, etc.) pouvant en même temps aboutir à une adaptation au changement climatique et à une atténuation de ses effets. (ii) Foresterie: promouvoir la gestion durable des forêts (GDF) et de la foresterie communautaire dotant les services techniques et les populations locales des moyens et matériels adéquats pour la production du matériel végétal, sa mise en terres et la surveillance nécessaires en vue d’accroitre les revenus des populations pour l’adaptation aux effets néfastes du changement et la séquestration du carbone pour l’atténuation des effets, la surveillance des feux de brousses et l’occupation anarchique du site de la forêt classée. (iii) Elevage : promouvoir la modernisation de l’élevage à travers la création des infrastructures et mise en place de services adéquats de gestion des soins vétérinaires, introduire de nouvelles espèces animales à haute productivité, intensifier l’appui-conseil aux méthodes modernes d’élevage, aménagement des aires de pâturages et des sources d’abreuvages, etc. (iv) ressources en eau : renforcer l’accès et l’approvisionnement en eau à travers la construction des ouvrages de mobilisation d’eau souterraine et de surface (château d’eau, forage, construction des retenues d’eau), réparation des ouvrages défectueux, etc. (v) : établissement humain : promouvoir l’accès à un habitat décent et résilient aux changements climatiques à travers la sensibilisation, formation, appui conseil sur la prise en compte des risques climatique dans la construction des maisons surtout le respect des limites de la forêt classée de la fosse aux lions, la dotation d’infrastructure sanitaire, d’écoles, de latrines, de routes, etc. (vi) Conflits communautaires : mise en place des comités de gestion des conflits liés à l’occupation du site de la forêt classée surtout la ZAAP, renforcer les capacités de ce comité pour le rendre efficace.

***PARTIE B***

**FORMATION DES POPULATIONS RIVERAINES DE LA FORET CLASSEE DE LA FOSSE AUX LIONS SUR LES BONNES PRATIQUES DE L’AGRICULTURE DURABLE**

RAPPORT GLOBAL DES FORMATIONS

Le second volet de la mission confiée à l’ONG RAFIApour réaliser la mission relative à la vulgarisation des bonnes pratiques d’utilisation des terres et à l’accompagnement des populations dans l’adoption de ces pratiques a porté sur la formation des populations riveraines sur les bonnes pratiques de l’agriculture durable. En effet, suite à l’étude diagnostique, il est ressorti la nécessité de renforcer ces communautés riveraines par rapport à un certain nombre des pratiques résilientes pouvant les permettre de mieux valoriser l’exploitation de la fosse aux lions et d’en tirer meilleure profit pour préserver ces écosystèmes menacés pour des générations futures. Il est ainsi prévu de vulgariser et d’accompagner les populations riveraines de cette forêt dans l’adoption de bonnes pratiques d’utilisation des terres et résilients au climat et de ressources naturelles.

Les sessions de formations initiées suite au diagnostic ont pour objectifs de former les populations riveraines de la forêt classée sur les thèmes pertinents relatifs aux bonnes pratiques de l’agriculture durable identifiés lors du diagnostic et de les accompagner à adopter ces bonnes pratiques d’utilisation des terres.

Ces différentes sessions de formation ont été organisées au profit des communautés des préfectures de Tône et de Tandjoare.

Le présent rapport fait le point sur le déroulement de ces différentes sessions de formation.

1. **les localités benéficiaires, l’Approche méthodologique et les participants** 
   1. **les localités benéficiaires**

Les formations ont été tenues au profit des 10 communautés dont cinq (05) dans la préfecture de Tône et cinq (05) dans la préfecture de Tandjoare tous riveraines de la fosse aux lions. Dans la préfecture de Tône, les localités dont les communautés ont été pris en compte sont : Badori, Dalougue, Napiembougou, Koubongou, Nakpagali. Dans la préfecture de Tandjoare, les localités suivantes dont les communautés ont été pris en compte sont : Konkoaré, Tambango, Nassiéte, Kpékédoune, Nianague.

**Tableau indiquant les localités ayant bénéficiées des formations**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **PREFECTURES** | **CANTONS** | **VILLAGE/LOCALITES** |
| TÔNE | DAPAONG | BADORI |
| DALOUAGUE |
| NAPIEMPOUGOU |
| KONKOARE |
| PANA | NAKPAGALI |
| TANDJOARE | BOMBOUKA | TAMBANGO |
| NASSIETE |
| KOUBONGOU |
| KPEKEDOUNE |
| NIANAGUE |

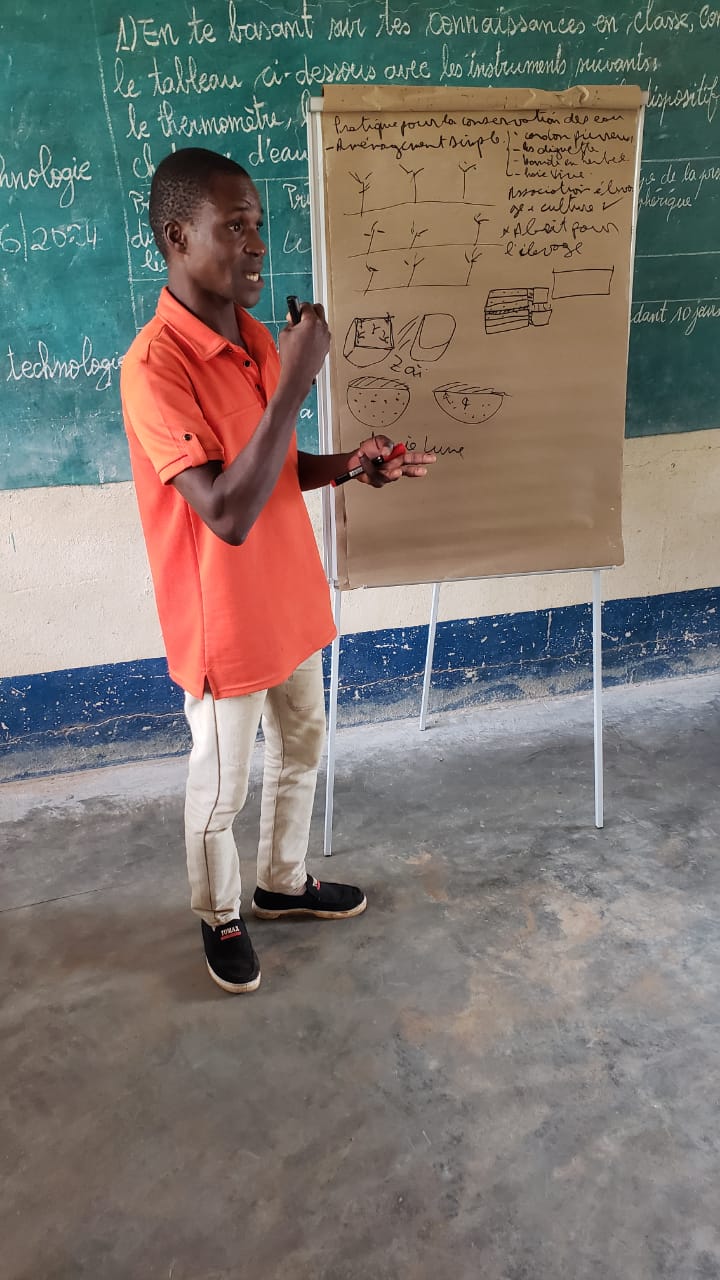
Les différentes formations ont été tenues en dix (10) sessions pendant huit (08) jours au profit de 10 communautés comme l’indique le tableau ci-dessous.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **DATE DE FORMATION/CESSIONS** | **PREFECTURES** | **CANTONS** | **VILLAGE** |
| 17/09/2024 | TÔNE | DAPAONG | BADORI |
| 19/09/2024 | TANDJOARE | BOMBOAKA | KONKOARE |
| 08/10/2024 | TÔNE | DAPAONG | DALOUAGUE |
| 09/10/2024 | TÔNE | DAPAONG | NAPIEMPOUGOU |
| 10/10/2024 | TANDJOARE | BOMBOAKA | TAMBANGO |
| 11/10/2024 | TANDJOARE | BOMBOAKA | NASSIETE |
| 03/12/2024 | TÔNE | PANA | KOUBONGOU |
| TÔNE | DAPAONG | NAKPAGALI |
| 04/12/2024 | TANDJOARE | BOMBOAKA | KPEKEDOUNE |
| TANDJOARE | BOMBOAKA | NIANAGUE |

Les différentes sessions de formation se sont déroulées au niveau de chaque communauté identifiée.

* 1. **l’Approche méthodologique**

Les différentes sessions de formation se sont déroulées au niveau de chaque communauté identifiée et ont vu la participation aussi bien des hommes, des femmes et des jeunes avec l’appuis des autorités locales (chef de village, les CVD, etc.). Les travaux se sont déroulés en plénière sous forme d’exposés suivis de discussions avec des questions réponses avec des partages des expériences et des illustrations comme le montre ces images au passage.

Déroulement de la formation Tambago au passage de l’équipe de l’ODEF (Tandjoare)

Déroulement de la formation Konkoaré (Tandjoare)

La séance a été animée par l’assistant au chef projet à RAFIA : le responsable de suivi évaluation avec l’appui du chef projet. Chaque session a duré une demi-journée au niveau de chaque communauté planifiée.

* 1. **les participants**

Les différentes formations tenues ont vu la participation de 368 participants dont 190 femmes et 178 hommes. Voir le tableau ci-dessous qui montre les participations par localités :

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **DATE DE FORMATION/CESSIONS** | **PREFECTURES** | **CANTONS** | **VILLAGE** | **HOMMES** | **FEMMES** | **TOTAL** |
| 17/09/2024 | TÔNE | DAPAONG | BADORI | **27** | **26** | **53** |
| 19/09/2024 | TANDJOARE | BOMBOAKA | KONKOARE | **22** | **33** | **55** |
| 08/10/2024 | TÔNE | DAPAONG | DALOUAGUE | **7** | **18** | **25** |
| 09/10/2024 | TÔNE | DAPAONG | NAPIEMPOUGOU | **20** | **5** | **25** |
| 10/10/2024 | TANDJOARE | BOMBOAKA | TAMBANGO | **20** | **10** | **30** |
| 11/10/2024 | TANDJOARE | BOMBOAKA | NASSIETE | **19** | **12** | **31** |
| 03/12/2024 | TÔNE | PANA | KOUBONGOU | **18** | **15** | **33** |
| TÔNE | DAPAONG | NAKPAGALI | **10** | **19** | **29** |
| 04/12/2024 | TANDJOARE | BOMBOAKA | KPEKEDOUNE | **18** | **14** | **32** |
| TANDJOARE | BOMBOAKA | NIANAGUE | **17** | **38** | **55** |
| **TOTAL** | | | | **178** | **190** | **368** |

Les différentes sessions de formation qui se sont déroulées au niveau de chaque communauté identifiée ont vu la participation aussi bien des hommes, des femmes et des jeunes avec l’appuis des autorités locales (chef de village, les CVD, etc.). Lors du déroulement de chaque formation, en plus de l’équipe de RAFIA composée du chef projet et le responsable suivi évaluation qui est le formateur principal, il faut signaler au passage la visite de l’équipe ou la délégation de l’ODEF qui a fait des suivis pour s’assurer du bon déroulement de ces différentes formations. Cette délégation est composée du Coordonnateur du projet, son assistant financier, le directeur régional de l’ODEF Savanes et du chef secteur Tandjouaré-Tône-Kpendjal.

1. **OUVERTURE DES DIFFERENTES SESSIONS**

Dans chaque localité, elle a consisté à la cérémonie d’ouverture de la session, la présentation des participants, la présentation du programme.

Pour la cérémonie d’ouverture, elle est marquée par le mot de bienvenu du chef quartier/village, le chef projet de RAFIA et le Coordinateur du projet ODEF/OIBT. En prenant la parole, les chefs quartiers/villages ont souhaité la cordiale bienvenue à tous les participants et ont exhorté leur population à une écoute attentive afin de mettre en pratique les résolutions qui sortiront des échanges. Le chef projet de RAFIA à son tour a souhaité la cordiale bienvenue aux participants, situé le contexte des rencontres, celui d’accompagner les populations riveraines de cette forêt dans l’adoption des bonnes pratiques agricoles résilient au climat et d’utilisation des terres de façons participative. Il a ensuite invité l’assistance à participer pleinement aux travaux de cette cession de formation en groupe.

Le chef de mission de l’ODEF, coordonnateur du projet OIBT dans son intervention, a mis l’accent sur la nécessité de la gestion participative des terres, des ressources forestières et le transfert de savoir faires en matière de technologies agricoles pour mieux préserver l’environnement qui est un bien commun à nous tous.

Le responsable de suivi évaluation de RAFIA, le formateur principal dans son intervention a mis l’accent sur le sujet du jour, **la vulgarisation des bonnes pratiques d’utilisation des terres, l’adoption de ces pratiques** et les modalités pour la gestion des sessions.

Cette étape est suivie d’un tous de table de tous les participant, la présentation du programme et des modalités de la journée dans chaque localité.





**Photo de famille avec l’équipe de supervision de l’ODEF à Konkoaré (Tandjoare)**

Ouverture de la formation à Badori dans Tône

1. **Déroulement de l’ATELIER**

Les travaux de chaque session ont duré une demi-journée pour chaque localité. Elle a vu la participation de plusieurs catégories de personnes (hommes, femmes, CVD, autorité locale, etc.) venant des différentes communautés, tout exploitant des parcelles dans la forêt classée de la fosse aux lions.

Au niveau de chaque communauté, les différentes sessions se sont déroulées de la même manière avec la même méthodologie. Elles se sont déroulées de façon participative et inclusive avec des séries de question réponse et de partage d’expériences.

Le formateur pose de questions aux participants qui donnent des réponses et qui sont compléter aux différentes étapes.

Le formateur dans ces interventions a mis l’accent sur trois aspects en les exposant sous forme de question. Il s’agit de :

1. Les bonnes pratiques culturales pour la préservation des sols et le bon rendement ;
2. Les bonnes pratiques de gestion et de conservation des eaux en agricultures et ;
3. La gestion des ressources forestières associées aux cultures.

A chaque technique ou pratique, un accent est mis sur les avantages sur le plan socio-économique, et environnemental, les contraintes pour leur adoption. Globalement les participants ont reconnu surtout l’adoption de ces pratiques ont des avantages entre autres la sécurité alimentaire, le bien-être social, économique, une bonne santé et l’environnement.

Il est clairement ressorti que c’est par inconscience ou le gain rapide qui pousse les producteurs à adopter des pratiques inappropriées bien qu’étant conscient de leur effet à long terme.

* **Leçon tirée de des formations**

Ces formations une fois ont servi de cadre pour éveiller la conscience des producteurs sur les effets néfastes des mauvaises pratiques agricoles et la nécessite de les remédier le plus possible.

A la fin des formations, les participants ont retenu que les bonnes pratiques culturales, la gestion des terres et des ressources naturels doivent être considéré ensemble pour une gestion durable pour des générations à venir. La mauvaise gestion de ces ressources par l’homme soit par méconnaissance d’une part et soit par mépris ou gain facile d’autre part sont responsables de cette dérèglement de l’environnement et qui entraine beaucoup de conséquences entre autre l’irrégularité des saisons caractérisés ces dernières années par l’irrégularité de la pluviométrie, la variation des températures, des poches de sècheresse, etc. en trainant les baisses de façon drastiques des rendements de production, des terres inexploitables à long terme, de forte température, développement des maladies (animaux et plantes), etc.

Pour les participants, cette rencontre permet un éveil de conscience sur le changement climatique qui est une réalité et conscient que la solution durable est l’adoption des bonnes pratiques résilientes au climat. De ces pratiques, on note entre autres : la technique du ZAÏ, le Compost, l’association des cultures, l’adoption de variétés adaptées, le Système de riziculture intensif (SRI), labour en cloison, culture en courbe de niveau, etc. qui pourront être adoptés aussi bien en saison hivernale (pluvieuse) et en contre saison (maraichage). Rappelons que sur les sites de la fosse aux lions, il se pratique à la fois les cultures hivernales (pluvieuses) et de contre saison (le maraichage).

* **Inquiétude des participants**

Les questions posées par les participants sont relatives aux difficultés liées aux ressources pour accompagner l’adoption de ces technologies, le manque d’information sur certaines de ces technologies et la gestion de la fosse au lion.

Les producteurs ont aussi compris que le domaine de la fosse n’est pas leur propriété privée mais avec les explications, ils ont compris que c’est un bien public et que la gestion collective permettra de mieux répartir les bénéfices de ces ressources.

Ils s’inquiétaient de l’expropriation des terres par l’Etat, les brimades, la restauration de la fausse du passé. Cette rencontre va dérouter les producteurs qui vendent les espaces de la fosse pour leur intérêt personnel.

**CONCLUSION**

En sommes, dix (10) communautés deux préfectures (Tône et Tandjoare) ont été formés pendant huit (08) jours de rencontres avec une participation de 368 producteurs dont 190 femmes. Ces différentes formations en vu le passage et de l’équipe de coordination nationale du projet qui a servi de cette occasion pour rassurer les producteurs et leur prodiguer également des conseils pour une exploitation durable des terres.

Les ateliers se sont terminés sur une note de satisfaction et les participants ont manifesté que ces rencontres puissent être multiplié régulièrement. Une attention particulière accordé par la mission de supervision a permis de faire comprendre aux exploitants la nécessité de bien exploiter la fosse et de dissuader les individus mal intentionnés qui vendent des parcelles dans la réserve. La séance a pris fin dans chaque communauté avec une pause déjeunée.

***REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES***

ANPC. (2022). *(rapport annuel) Renforcement de la résilience des communautés vulnérables face aux changement climatiques et aux catastrophes dans les zones très exposées aux risques.*

Banque Mondiale. (2023). *Mécanismes de fourniture des informations numériques sur le climat et des conseils en agriculture en Afrique de l’Ouest.* Washington, D.C. : Banque mondiale.

Banque Mondiale. (2023). *Perspectives économiques du Togo : l’ouverture commerciale et les investissements privés pour libérer le potentiel de croissance du Togo.*

CADRI. (2020). *Diagnostic des capacités en matière de réduction des risques de catastrophe et d’adaptation au changement climatique au Togo.*

FEM. (2022). *Programme des Nations Unies pour le développement Modèle de document de projet pour les projets financés par les différents fonds du FEM.*

INSEED. (2023). *RGPH-5.*

Kokou, K., Adjonou, K., Kokutse, A. D., Radji, A. R., Djiwa, O., & Yatombo, T. (2013). *Programme de la Grande Muraille Verte : défis, stratégies et attentes des acteurs du Togo.* IRD.

Ministère des Infrastructures et des Transports. (2018). *Plan d’action national pour la mise en place du cadre national pour les services climatologiques (CNSC) au Togo.*

PNUD. (2022). *ADRE de gestion environnementale et sociale (Gestion durable des terres et écosystèmes des zones semi-arides du nord ).*

REPUBLIQUE DU TOGO. (2018). *Plan National "Sécheresse".*

République du Togo. (2018). *Plan National "Sécheresse".*

Republique Togolaise . (s.d.). *Plan National d’Adaption aux Changements Climatiques du Togo (PNACC).*

République Togolaise. (2023). *Première communication relative à l’adaptation aux changements climatiques au Togo.*

WGC (Cop23). (2017). *Solutions genre et climat* (éd. 3e). WECF.